

- Th.Nt./
TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI
SERVICE DU TRAVAIL.-
==== 2 ====

RAPPORT ANNUEL
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL.-
==== 2 ====

ANNEE 1959.-
==== 2 ====

| | <u>Pages.</u> |
|---|---------------|
| <u>CHAPITRE I. - GENERALITES.</u> | |
| <u>CHAPITRE II. - ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET CONDITIONS GENERALES DE TRAVAIL.</u> | |
| <u>A.- Organisation administrative.</u> | |
| 1.- <u>Effectifs.</u> | |
| a.- Répartition des entreprises visitées, par Territoire | 9. |
| b.- Répartition des entreprises visitées, d'après l'importance des effectifs. | 9. |
| c.- Répartition des entreprises d'après le genre d'activité. | 10. |
| d.- Répartition des travailleurs contrôlés, d'après leur qualifi- cation. | 11. |
| e.- Répartition des travailleurs contrôlés d'après la nature des contrats. | 12. |
| f.- Répartition des travailleurs contrôlés d'après leur origine. | 12. |
| g.- Répartition des travailleurs contrôlés d'après leur situation familiale. | 12. |
| 2.- Registre ou Fichier du personnel. | 14. |
| 3.- Livrets de travail. | 15. |
| 4.- Cartes de Travail et de pointage. | 16. |
| <u>B.- CONDITIONS GENERALES DE TRAVAIL.</u> | |
| 1.- Minima légaux. | 17. |
| 2.- Salaires. | 19. |
| 3.- Rations. | 20. |
| 4.- Logement. | 21. |
| 5.- Allocations familiales. | 22. |
| 6.- Congés payés. | 23. |
| 7.- Revenu moyen journalier. | 24. |
| 8.- Amendes et retenues. | 25. |
| 9.- Heures supplémentaires - Travail du dimanche et des jours fériés. | 26. |
| 10.- Avances. | 27. |
| 11.- Approvisionnements. | 27. |
| 12.- Rémunération des malades. | 28. |
| <u>CHAPITRE III.- DISCIPLINE ET RENDEMENT.</u> | |
| 1.- Attitude des travailleurs. | 29. |
| 2.- Absentéisme. | 30. |
| 3.- Rendement. | 31. |

| | |
|--|-----|
| 4.- Gaspillage. | 32. |
| <u>CHAPITRE IV.- HYGIENE ET SECURITE.</u> | |
| 1.- Certificats d'aptitude physique. | 33. |
| 2.- Organisation des Services Médicaux. | 34. |
| <u>CHAPITRE V. - SECURITE DU TRAVAIL.</u> | 35. |
| <u>CHAPITRE VI. - ORGANISATION PROFESSIONNELLE.</u> | |
| 1.- Conseils d'entreprise. | 36. |
| 2.- Comités locaux de travailleurs. | 36. |
| 3.- Commissions T.E.P.S.I. | 36. |
| 4.- Syndicats. | 37. |
| <u>CHAPITRE VII. - DIVERS.</u> | |
| 1.- Assurance accidents du travail et maladies professionnelles. | 37. |
| 2.- Pensions. | 37. |
| 3.- Règlement d'entreprise. | 38. |
| 4.- Réalisations extra-légales. | 38. |
| <u>CHAPITRE VIII.- MAIN-D'OEUVRE EUROPEENNE.</u> | 39. |
| <u>CHAPITRE IX.- CONCLUSIONS.</u> | 40. |

CHAPITRE I : GENERALITES

- L'année 1959 a été marquée par les divers événements énumérés ci-après :
- 1° - Elaboration des cours de législation sociale (contrat de travail et pensions) par le Chef du Service du Travail du Ruanda-Urundi, et l'Inspecteur Platteau;
 - 2° - cours de législation, donnés du ⁵ 23 janvier au 20 février 1959, par ces deux fonctionnaires;
 - 3° - propagation de grèves, en février et en mars dans toute une série d'entreprises de la place;
 - 4° - cours de législation sociale donné au Ruanda dans le courant des mois d'avril et mai (Kisonyi - Kigali et Astrida) par l'Inspecteur assistant Boutemans;
 - 5° - départ en congé de Monsieur Platteau, puis pour raison de santé, de Monsieur Quenon. De ce fait, le Service de l'Inspection du Travail du Ruanda-Urundi était réduit à une seule unité, l'Inspecteur assistant Boutemans, par ailleurs appelé à Usumbura, dès fin août, pour assurer l'intérim. De ce fait, et aussi regrettable que cela puisse paraître, plus aucun contrôle de main d'oeuvre, ni d'enquête pour le compte de la Caisse des Pensions européennes, indigènes, ou le Fonds des Invalidités, n'ont pu être effectués depuis lors;
 - 6° - installation d'un siège de la Caisse des Pensions des travailleurs du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, avec, comme conséquence directe, un accroissement du nombre de demandes d'enquêtes, demandes auxquelles le Service du Travail du Ruanda-Urundi ne peut malheureusement donner suite à l'heure actuelle.

x

x

x

Il est inutile de rappeler que le but principal de l'Inspection du Travail reste le contrôle des lois sociales et le développement de bonnes relations entre les employeurs d'une part, les employés et les travailleurs d'autre part. Ce but, contrarié par les événements cités plus haut, n'a pas davantage été atteint en 1959 qu'en 1958.

Bien au contraire, la situation s'est davantage détériorée encore. En effet

- a) à Usumbura, 49 inspections seulement ont pu être effectuées pour 155 en 1958;
- b) aucune visite n'a pu être rendue aux employeurs de l'intérieur de l'Urundi, cette résidence ayant été, depuis 1958 complètement dépourvue d'Inspecteur. Comme le service en avait déjà exprimé la crainte, dans le rapport annuel 1958, il est à constater que le travail effectué dans ce secteur, faute de contrôle depuis plus d'un an et demi, ne soit purement et simplement à recommencer. En effet, tout contact avec les employeurs a pratiquement été perdu et aucune suite n'a pu être donnée aux mises en demeure imposées à cette époque.- En outre, l'accroissement de demandes d'enquête stigmatise nettement le relâchement de l'effort des employeurs.
- c) Au Ruanda également une sensible diminution est constatée; 169 rapports en 1959 pour 236 l'année précédente.

x

x

x

.../...

Le nombre total d'inspection effectuées en 1959 s'élève à 218 pour 533 en 1958, (soit une diminution de 59,1%). De ce total il y a lieu de déduire 53 visites spéciales soit 24,3%.-

Le nombre de dossiers ouverts au 31 décembre 1959 se monte à 997. Toutefois, il y a lieu de tenir compte de ceux ouverts par suite de demandes d'inspection des divers organismes parastataux intéressés à l'application de la législation sociale, soit :

- 8 pensions pour employés européens;
- 36 pensions pour travailleurs du Congo Belge et du Ruanda-Urundi;
- 85 pour le Foncolin;
- 5 divers.

Dès lors le nombre total de dossiers ouverts à la suite d'une inspection se monte à 863 contre 755 au 31/12/1958.

Quant au nombre d'observations adressées aux employeurs, suite aux inspections, il est de 1578 pour 165 inspections autres que spéciales, soit donc une moyenne de 9,5 par rapport.

En 1958 il y avait 3919 remarques pour 382 rapports soit 10,2 de moyenne. Une légère amélioration peut donc être constatée. Amélioration combien encourageante et qui confirme l'efficacité que pourrait apporter un contrôle accru.

x

x x

D'après le genre de rapports établis, les inspections effectuées en 1959 se répartissent comme suit :

| | Ordinaires | de - de 25 travailleurs | réduites | spéciales | Totaux |
|----------|------------|----------------------------|----------|-----------|--------|
| Usumbura | 8 | 2 | - | 39 | 49 |
| Urundi | - | - | - | - | - |
| Ruanda | 86 | 31 | 38 | 14 | 169 |
| Totaux | 94 | 33 | 38 | 53 | 218 |

En ce qui concerne la répartition des rapports d'inspection, par inspecteur, elle donne le tableau suivant :

| Genre de rapport | Mr. PLATTEAU | Mr. BOUTEMANS | TOTAUX |
|-----------------------------|-----------------|------------------|--------|
| - Ordinaires | 8 | 86 | 94 |
| - de - 25 travail- leurs | 1 | 32 | 33 |
| - réduits | - | 38 | 38 |
| - spéciaux | 25 | 28 | 53 |
| Totaux | 34 | 184 | 218 |

.../...

Le nombre de mises en demeure auxquelles il a été procédé en 1959 s'élève à 79. La répartition en est la suivante :

| Objet | Total | ayant reçu suite | ayant donné lieu à plainte | non contrôlées. |
|---|-------|---------------------|-------------------------------|--------------------|
| 1. Non paiement cotisations FONCOLIN. | 22 | 5 | 7 | 10 |
| 2. Non paiement cotisations pensions M.O.I. | 14 | - | 1 | 13 |
| 3. Non paiement cotisations pensions M.O.E. | 10 | 2 | 5 | 3 |
| 4. Non paiement des congés payés. | 4 | 1 | - | 3 |
| 5. Rémunération inférieure au minimum légal | - | - | - | - |
| 6. Défaut de règlement d'entreprise | 10 | 1 | - | 9 |
| 7. Divers | 19 | - | - | 19 |
| TOTAUX | 79 | 9 | 13 | 57 |
| % | 100 | 11,3 | 16,5 | 72,2 |

Signalons que pour 76 mises en demeure de moins qu'en 1958, le nombre de plaintes est passé de 28 à 31. - Toutefois la plus grande partie de ces plaintes donnaient suite à des mises en demeure effectuées en 1958 et qui n'avaient pu être contrôlées l'année précédente. 57 mises en demeure, imposées en 1959 n'ont, pour les raisons évoquées plus haut, pu être contrôlées.

x

x

x

A titre de documentation, et pour compléter ce premier chapitre, nous énumérons ci-après les principales dispositions législatives entrées en vigueur au Ruanda-Urundi pendant l'année 1959.

1.- Contrat de Travail.

- a) Règlement n°10/AIMO du 31/12/1958 fixant le taux d'équivalence de la ration hebdomadaire des travailleurs et autorisant la remise de la contre-valeur en espèces du logement dans les différents territoires du Ruanda.
- b) Ordonnance n°222/26 du 24 janvier 1959 rendant exécutoire au Ruanda-Urundi le décret du 10 juin 1958 modifiant les décrets coordonnés sur le contrat de travail.
- c) Ordonnance n°222/27 du 24 janvier 1959 - Rémunération journalière minimum. Salaire global et indemnités de logement des travailleurs.

.../...

- d) Règlement n°7/59 du 24 février 1959 fixant les taux d'équivalence de la ration hebdomadaire des travailleurs et autorisant la remise de la contrevalour en espèces du logement dans les différents territoires de l'Urundi.
- e) Ordonnance n°22/43 du 23 janvier 1959 - Contrat de travail - Mesures d'exécution.
- f) Ordonnance législative n°22/244 modifiant les décrets coordonnés sur le contrat de travail.

2.- Contrat d'emploi.

- a) L'ordonnance législative n°22/99 du 25 février 1959 modifie l'article 14, 3e du décret du 25 juin 1949 sur le contrat d'emploi.
- b) L'ordonnance n°222/247 du 28/11/1959 rend exécutoire au Ruanda-Urundi le décret du 4 août 1959 concernant les changements de dénomination du FCI, de la Caisse Coloniale des Pensions et Allocations familiales pour employés, du Fonds Colonial d'allocations pour employés et du Conseil des Pensions pour employés coloniaux.
- c) L'ordonnance n°212/250 du 28/11/1959 rend exécutoire au Ruanda-Urundi le décret du 22 août 1959 modifiant le décret du 22 août 1954 réorganisant le régime des allocations familiales pour les employés.
- d) L'ordonnance n°222/248 du 28 novembre 1959 rend exécutoire au Ruanda-Urundi le décret du 31 août 1959 modifiant le décret du 7 août 1952 sur l'assurance contre la maladie et l'invalidité des employés.
- e) L'ordonnance n°222/249 du 28/11/1959 rend exécutoire au Ruanda-Urundi le décret du 22 août 1959 modifiant les décrets coordonnés par l'arrêté royal du 25 janvier 1952 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

3.- Prévoyance sociale.

- a) L'ordonnance n°222/1 du 2/1/1959 suspend l'entrée en vigueur de l'ordonnance n°21/125 du 21/9/1958 - Régime d'allocations familiales pour travailleurs indigènes.
- b) L'ordonnance n°222/28 du 24 janvier 1959 détermine la contrevalour de la ration et du logement et fixe le minimum vital pour l'application du décret du 1/8/1949 sur les accidents du travail et les maladies professionnelles des travailleurs indigènes du Ruanda-Urundi.
- c) L'ordonnance n°222/82 du 15 mai 1959 détermine la contrevalour de la ration et du logement et fixe le minimum vital pour l'application du décret du 1er août 1949 sur les accidents du travail et les maladies professionnelles des travailleurs indigènes du Ruanda-Urundi.
- d) Ordonnance n°22/238 du 25 avril 1959 - Régime d'allocations d'invalidité en faveur des travailleurs du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.
- e) Ordonnance n°22/517 du 6/10/1959 - Régime d'allocations d'invalidité en faveur des travailleurs du Congo Belge et du Ruanda-Urundi - Mesures d'exécution - Visites médicales et protocoles d'examen - Barêmes.

4.- Organisation professionnelle.

- a) Ordonnance législative n°22/133 du 12 mars 1959 - Procédure de conciliation et d'arbitrage en cas de conflit collectif du travail.
- b) Ordonnance n°22/276 du 20 mai 1959 - Associations mutualistes - Mesures d'exécution.
- c) Ordonnance n°222/169 du 28 août 1959 rendant exécutoire au Ruanda-Urundi le décret du 18 mai 1959 rendant la procédure obligatoire de conciliation et d'arbitrage en cas de conflit collectif du travail.
- d) Ordonnance n°222/172 du 4/9/1959 portant désignation des membres des commissions du travail et du Progrès Social indigène.

.../...

- e) Ordonnance n°22/487 du 1/10/1959 - Conciliation et arbitrage des conflits collectifs du travail - Entreprises de transport - Mesures d'exécution.
- f) Ordonnance n°22/515 du 8/10/1959 - Conciliation et arbitrage des conflits collectifs du travail - Mesures transitoires.
- g) Ordonnance n°22/583 du 16 novembre 1959 - Conciliation et arbitrage des conflits collectifs du travail.

5.- Règlementation du travail.

- a) Ordonnance législative n°22/236 du 6 mai 1959 - Décret du 14/3/1957 - Limitation de la durée du travail - Repos du dimanche et des jours fériés - Modifications.
- b) Ordonnance législative n°22/575 du 16 novembre 1959 - Décret du 14 mars 1957 - Limitation de la durée du travail - Repos du dimanche et des jours fériés - Modifications.

6.- Hygiène et sécurité.

- a) Ordonnance n°222/54 du 21 mars 1959 rendant exécutoire au Ruanda-Urundi l'ordonnance du Gouverneur Général n°22/555 du 26 décembre 1958 modifiant l'ordonnance n°23/247 du 23 juillet 1943 portant régime spécial des chaudières à vapeur - Visites périodiques.
- b) Ordonnance n°222/55 du 21 mars 1959 agréant des agents de l'association des industriels de Belgique pour l'étude et la propagation des engins et mesures propres à préserver les ouvriers des accidents du travail, aux fins de procéder aux visites, réceptions, éprouves et rééprouves, contrôles et examens prévus par les ordonnances prises en exécution de l'article premier du décret du 8 janvier 1952 sur la sécurité du travail au Ruanda-Urundi.
- c) Ordonnance n°441/92 du 27 mai 1959 modifiant l'ordonnance n°41/78 du 28 mai 1956 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.
- d) Ordonnance n°771/146 du 31/7/1959 classant certains lieux de travail en milieu siliceux.
- e) Ordonnance n°22/342 du 28 juin 1949 portant règlement sur l'installation et l'exploitation des engins de levage.
- f) La décision du Congo Belge n°45/22 du 14 septembre 1959, concernant les explosifs, est applicable au Ruanda-Urundi.
- g) Ordonnance n°771/263 du 12/12/1959 rendant exécutoire au Ruanda-Urundi l'ordonnance n°22/462 du 7/9/1959 modifiant l'ordonnance n°23/60 du 14/2/1952 sur le contrôle médical de la silicose.

=====

.../...

CHAPITRE II.-

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET CONDITIONS GENERALES DU TRAVAIL.-

A.- Organisation administrative.

1. Effectifs.

a) Répartition des entreprises visitées par Territoire.

| Territoires | : Nombre : d'entreprises | : Nombre de : travailleurs. |
|----------------|-----------------------------|--------------------------------|
| <u>URUNDI.</u> | | |
| Bubanza | : - | : - |
| Bururi | : - | : - |
| Kitoga | : - | : - |
| Muhinga | : - | : - |
| Muramvya | : - | : - |
| Ngozi | : - | : - |
| Rutana | : - | : - |
| Ruyigi | : - | : - |
| Usumbura | : 10 | : 2647 |
| | : 10 | : 2647 |
| <u>RUANDA.</u> | | |
| Astrida | : 16 | : 1435 |
| Biumba | : 13 | : 1243 |
| Gitarama | : 19 | : 1351 |
| Kibungu | : 19 | : 1867 |
| Kibuye | : 11 | : 1973 |
| Kigali | : 32 | : 1258 |
| Kisenyi | : 14 | : 811 |
| Nyanza | : 18 | : 2951 |
| Ruhengeri | : - | : - |
| Shangugu | : 13 | : 1285 |
| | : 155 | : 14174 |
| Totaux | : 165 | : 16821 |

b) Répartition des entreprises visitées d'après l'importance des effectifs.

| | : Usumbura | : Urundi | : Ruanda | : Totaux |
|----------------------------|------------|----------|----------|----------|
| de 1 à 10 travailleurs: | - | - | 41 | 41 |
| de 11 à 25 travailleurs: | 2 | - | 23 | 25 |
| de 26 à 100 travailleurs: | 1 | - | 52 | 53 |
| de 101 à 250 travailleurs: | 4 | - | 26 | 30 |
| de 251 et plus | 3 | - | 13 | 16 |
| Totaux | : 10 | : - | : 155 | : 165 |

.../...

c) Répartition des entreprises visitées d'après le genre d'activité.

| Catégories. | :Usumbura | | :Urundi | | : Ruanda | | : Totaux | |
|----------------------------------|---------------------|------|---------------|---|---------------|------|---------------|------|
| | : N.E. 1. : N.T. 2. | | : N.E. : N.T. | | : N.E. : N.T. | | : N.E. : N.T. | |
| | : | : | : | : | : | : | : | : |
| I. AGRICULTURE. | | | | | | | | |
| Sociétés : belges | : | : | : | : | : | : | : | : |
| étrangères | : | : | : | : | : | : | : | : |
| privés : belges | : | : | : | : | 8 | 838 | 8 | 838 |
| étrangers | : | : | : | : | : | : | : | : |
| Totaux | : | : | : | : | 8 | 838 | 8 | 838 |
| II. COMMERCE. | | | | | | | | |
| Sociétés : belges | 1 | 107 | - | - | 1 | 5 | 2 | 112 |
| étrangères | : | : | : | : | 12 | 181 | 12 | 181 |
| privés : belges | : | : | : | : | : | : | : | : |
| étrangers | : | : | : | : | 30 | 214 | 30 | 214 |
| indigènes | : | : | : | : | : | : | : | : |
| Totaux | 1 | 107 | - | - | 43 | 400 | 44 | 507 |
| III. INDUSTRIE. | | | | | | | | |
| Sociétés : belges | 4 | 1948 | - | - | 11 | 534 | 15 | 2482 |
| étrangères | 2 | 132 | - | - | 7 | 514 | 9 | 646 |
| privés : belges | 1 | 18 | - | - | 11 | 680 | 12 | 698 |
| étrangers | : | : | : | : | 3 | 152 | 3 | 152 |
| Totaux | 7 | 2098 | - | - | 32 | 1880 | 39 | 3978 |
| IV. MINES & CARRIERES | | | | | | | | |
| Sociétés : belges | : | : | : | : | 1 | 755 | 1 | 755 |
| étrangères | : | : | : | : | : | : | : | : |
| privés : belges | : | : | : | : | 6 | 796 | 6 | 796 |
| étrangers | : | : | : | : | : | : | : | : |
| Totaux | : | : | : | : | 7 | 1551 | 7 | 1551 |
| V. TRANSPORTS. | | | | | | | | |
| Sociétés : belges | 1 | 383 | - | - | 2 | 43 | 3 | 426 |
| étrangères | 1 | 59 | - | - | : | : | 1 | 59 |
| privés : belges | : | : | : | : | 1 | 26 | 1 | 26 |
| étrangers | : | : | : | : | 5 | 43 | 5 | 43 |
| Totaux | 2 | 442 | - | - | 8 | 112 | 10 | 554 |
| VI. MISSIONS | | | | | | | | |
| Catholiques | : | : | : | : | 6 | 182 | 6 | 182 |
| Protestantes. | : | : | : | : | 6 | 370 | 6 | 370 |
| Totaux | : | : | : | : | 12 | 552 | 12 | 552 |

VII. ADMINISTRATION.

| | | | | | | | | |
|--------------|-----|-----|-----|-----|------|--------|------|--------|
| Gouvernement | : - | : - | : - | : - | : 17 | : 2008 | : 17 | : 2008 |
| C.A.C. | : - | : - | : - | : - | : 26 | : 6250 | : 26 | : 6250 |
| Coopératives | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - |
| Totaux | : - | : - | : - | : - | : 43 | : 8258 | : 43 | : 8258 |

VIII. DIVERS.

| | | | | | | | | |
|------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-------|-----|-------|
| Prof.libérales | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - |
| Organis.scienti- | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - |
| fiques. | : - | : - | : - | : - | : 2 | : 583 | : 2 | : 583 |
| Divers. | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - |
| Totaux | : - | : - | : - | : - | : 2 | : 583 | : 2 | : 583 |

Total général : 10 : 2647 : - : - : 155 : 14174 : 165 : 16821

Note : 1.- (1) N.E.= Nombre d'entreprises
(2) N.T.= Nombre de travailleurs.

2.- La classification ci-dessus a été établie, comme en 1958, en fonction du département occupant, au sein de chacune des entreprises visitées, le pourcentage le plus élevé de M.O.I.

Par ailleurs ont été considérées comme :

- a) entreprises agricoles : les entreprises forestières, coupe de bois, entreprises d'élevage, plantations etc....
- b) entreprises commerciales : toute activité commerciale y compris les banques, les sociétés de crédit, d'assurance, les sociétés immobilières etc....
- c) entreprises industrielles : les menuiseries, entreprises de construction, scieries, bars, restaurants, hôtels, briqueteries etc...
- d) entreprises minières : les mines, sablières et carrières;
- e) entreprises de transport : les garages, agences et entreprises de transport etc....

d) Répartition des travailleurs contrôlés d'après leur qualification.

| Zônes d'activité | Commis | Capitas | Qualifiés | Manoeuvres | Totaux |
|------------------|--------|---------|-----------|------------|---------|
| Usumbura | : 79 | : 84 | : 573 | : 1911 | : 2647 |
| Urundi | : - | : - | : - | : - | : - |
| Ruanda | : 291 | : 298 | : 1284 | : 12301 | : 14174 |
| Totaux | : 370 | : 382 | : 1857 | : 14212 | : 16821 |
| % | : 2,2 | : 2,3 | : 11 | : 84,5 | : 100 % |

Note : a) Tout comme l'année précédente il y a lieu de considérer que le nombre de femmes et de jeunes filles est négligeable. Leur emploi est limité aux hôpitaux, aux écoles et, lors de la récolte, à certaines plantations.

b) La répartition des travailleurs en adultes et non adultes donne le tableau suivant :

| Zônes d'activité | Adultes | Non-Adultes | Totaux |
|------------------|---------|-------------|---------|
| Usumbura | : 2646 | : 1 | : 2647 |
| Urundi | : - | : - | : - |
| Ruanda | : 13988 | : 186 | : 14174 |
| Totaux | : 16634 | : 187 | : 16821 |
| % | : 98,9 | : 1,1 | : 100 |

.../...

Le nombre des non-adultes au travail a encore décreu depuis l'année précédente.

En effet, il se limite à 1,1% du total des travailleurs en service pour 1,6% en 1958 et 4,3% en 1957.

Les employeurs ont fini par se rendre compte du peu d'intérêt qu'offrait cette main-d'oeuvre relativement chère par rapport au rendement obtenu. D'un autre côté, certains d'entre eux ont résolu la question en se tournant résolument, vis à vis des jeunes indigènes qu'ils employaient au moment de la récolte, vers un contrat de sous-entreprise. Ce procédé, d'un contrôle aisé, permet un rendement en relation avec le coût.

e) Répartition des travailleurs contrôlés d'après la nature des contrats.

| Zônes d'activité | : à durée déterminée | : à durée indéterminée | : journaliers et temporaires. | : Totaux |
|------------------|----------------------|------------------------|-------------------------------|----------|
| Usumbura | : 375 | : 2272 | : - | : 2647 |
| Urundi | : - | : - | : - | : - |
| Ruanda | : 999 | : 5975 | : 7200 | : 14174 |
| Totaux | : 1374 | : 8247 | : 7200 | : 16821 |
| % | : 8,2% | : 49% | : 42,8% | : 100% |

f) Répartition des travailleurs contrôlés d'après leur origine.

| | : Originaires du R.U. | : Originaires du Congo Belge | : Etrangers | : Totaux |
|----------|-----------------------|------------------------------|-------------|----------|
| Usumbura | : 657 | : 1984 | : 6 | : 2647 |
| Urundi | : - | : - | : - | : - |
| Ruanda | : 13865 | : 295 | : 14 | : 14174 |
| Totaux | : 14522 | : 2279 | : 20 | : 16821 |
| % | : 86,3 | : 13,6 | : 0,1 | : 100 |

g) Répartition des travailleurs contrôlés d'après leur situation familiale.

| | : Célibataires | : Mariés sans enfants | : Mariés avec enfants | : Polygames | : Etat-civil inconnu | : Totaux |
|----------|----------------|-----------------------|-----------------------|-------------|----------------------|----------|
| Usumbura | : 1082 | : 341 | : 1220 | : 4 | : - | : 2647 |
| Urundi | : - | : - | : - | : - | : - | : - |
| Ruanda | : 1352 | : 498 | : 3792 | : 59 | : 8473 | : 14174 |
| Totaux | : 2434 | : 839 | : 5012 | : 63 | : 8473 | : 16821 |
| % | : 14,5 | : 5 | : 29,8 | : 0,4 | : 50,3 | : 100 |

Note : 1) Les 5012 travailleurs mariés monogames, avec enfants, ont au total : 12781 enfants se répartissant comme suit :

Usumbura : 3103 enfants
Ruanda : 9678 enfants.

En ce qui concerne les polygames, ils auraient au total 298 enfants soit :

à Usumbura : 4 enfants
au Ruanda : 290 enfants.

- 2) A Usumbura sur les 2747 travailleurs contrôlés, et pour lesquels d'ailleurs des renseignements complets ont pu être obtenus, il y a 1220 mariés avec enfants, ce qui donne une proportion de + 44 ménages avec enfants par 100 travailleurs (pour 55 en 1958). La moyenne d'enfants par 100 travailleurs est de 117 (pour 132 en 1958) tandis que la moyenne d'enfants par ménage est de 2,54 (pour 2,41 en 1958).
- 3) Au Ruanda sur 5701 travailleurs dont la situation familiale est connue exactement, il y a 3792 mariés avec enfants soit une proportion de 66,5 ménages avec enfants par 100 travailleurs (pour 68,1 en 1958).
La moyenne d'enfants par 100 travailleurs est de 169 (pour 168 en 1958) tandis que la moyenne d'enfants par ménage avec enfants est de 2,56 (pour 2,4 en 1958).
- 4) Pour l'ensemble du Ruanda-Urundi, le nombre de ménages avec enfants par 100 travailleurs est de 59,3 (64,5 en 1958) tandis que la moyenne d'enfants par ménage est de 2,55 (2,4 en 1958).

=====

2.- Registre ou Fichier du Personnel.

| | 0 | (1) | 1 | (1) | 2 | (1) | 3 | (1) | Totaux |
|----------------------------------|--------------------|---------------|----------------------------------|-----------------|----------------------------------|-----------------|----------------------------------|---------------------|----------------------------------|
| Entreprises: Travail- : leurs | | | Entreprises: Travail- : leurs | | Entreprises: Travail- : leurs | | Entreprises: Travail- : leurs | | Entreprises: Travail- : leurs |
| Nom-: % : re | 6 : 60 % : 1880 | 71% : 4 | 40 % : 767 | 29 % : - | - : - | - : - | - : - | 10 : 100% : 2647 | 100% : 14174 |
| Nom-: % : re | 17 : 11% : 1861 | 13,1% : 24 | 15,5% : 2154 | 15,2% : 2057 | 16 % : 2057 | 14,5% : 8102 | 57,2% : 155 | 100% : 14174 | 100% : 14174 |
| Totaux | 23 : - : 3741 | - : 28 | - : 2921 | - : 25 | - : 2057 | - : 8102 | - : 165 | - : 16821 | - : - |
| % | 13,9 | 22,2 | 16,9 | 17,3 | 15,2 | 12,3 | 54 | 48,2 | 100 |

Note : (1)

- 0 : registre ou fichier tenu conformément aux dispositions légales;
- 1 : registre ou fichier bien tenu dans l'ensemble, l'un ou l'autre renseignement secondaire faisant toutefois défaut;
- 2 : registre ou fichier mal tenu et non à jour;
- 3 : registre ou fichier inexistant.

114 entreprises sur 165 soit 69,1% ont un registre ou un fichier mal tenu ou encore n'ont ni registre ni fichier. Elles occupent ensemble 10159 travailleurs soit 60,3 % du total des travailleurs contrôlés. On ne peut à vrai dire, signaler une amélioration dans ce domaine car si le pourcentage d'entreprise en défaut est passé de 72,5% en 1958 à 69,1% en 1959, par contre le pourcentage de travailleurs employés dans lesdites entreprises a augmenté dans des proportions considérables : 44,06% en 1958 pour 60,3% en 1959.

Dans ce domaine, l'instabilité notoire de la main d'oeuvre ainsi que la visible répugnance que montrent les travailleurs indigènes à fournir des renseignements d'identité, ont visiblement découragé les employeurs.

D'autre part, étant donné qu'aucune sanction n'est prévue par le code, à ce sujet, seule la persuasion peut être efficace, et ce n'est pas toujours suffisant.

3. - Livrets de travail.

| | 0 | (1) | 1 | (1) | 2 | (1) | 3 | (1) | Totaux. |
|----------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs |
| | Nom-: % : bre | Nom-: % : bre | Nom-: % : bre | Nom-: % : bre | Nom-: % : bre | Nom-: % : bre | Nom-: % : bre | Nom-: % : bre | Nom-: % : bre |
| Usumbura | 4 : 40% | 1550 : 58,6% | 2 : 20% | 564 : 21,3% | 4 : 40% | 533 : 20,1% | - : - | - : - | 10 : 100% |
| Urundi | - : - | - : - | - : - | - : - | - : - | - : - | - : - | - : - | 2647 : 100% |
| Ruanda | 15 : 9,9 | 1356 : 9,6 | 36 : 23,2 | 3637 : 25,7 | 71 : 45,8 | 4315 : 30,4 | 33 : 21,1 | 4866 : 34,3 | 155 : 100 |
| Totaux | 19 : - | 2906 : - | 38 : - | 4201 : - | 75 : - | 4848 : - | 33 : - | 4866 : - | 165 : 16821 |
| % | 11,5 | 17,3 | 23 | 25 | 45,5 | 28,8 | 20 | 28,9 | 100 |

Note : (1) : 0 - Livrets tenus conformément aux dispositions légales;
 1 - Livrets corrects à peu de chose près;
 2 - Livrets mal tenus;
 3 - pas de livrets.

108 entreprises, soit 65,45 % du nombre total d'entreprises contrôlées sont en infraction flagrante, soit que les livrets de travail y soient mal tenus, soit qu'ils soient inexistantes. Ces 108 entreprises occupent 9714 travailleurs (soit 57,74 % du total).

Tout comme en 1958, la plus grosse partie des entreprises en défaut est constituée par les CAC et les diverses exploitations de la colonie. Aucun effort n'a pu être constaté dans ce domaine, au cours du précédent exercice. Toutefois, étant donné que les comptables des chefferies et de la colonie ont assisté au cours donnés au Ruanda, par le Service du Travail, une nette amélioration peut être espérée.

Les missions catholiques, par contre, ont effectué un gros effort de régularisation en 1959. Un Révérend Père chargé des oeuvres sociales pour le Vicariat de Kabgayi, veille personnellement au respect de la législation et édite des brochures explicatives. Les résultats de cette bonne volonté ne se sont d'ailleurs pas fait attendre.

Le nombre d'entreprises en règle a légèrement augmenté - 34,5 % en 1959 pour 32,5 % en 1958. Par contre le nombre de travailleurs en infraction passe de 40,9% à 57,7%.

Toutefois cette augmentation est factice car elle résulte de l'accroissement de la proportion de main d'oeuvre inspectée dans les CAC et des divers organismes du Gouvernement, très nettement en défaut en ce qui concerne les livrets de travail. Constatons en effet que en 1958, 13184 travailleurs du Gouvernement avaient été contrôlés sur un total de 34.407 (soit 38,3%) pour 8258 sur 16821 en 1959, soit 49,1%.

Le secteur privé a donc poursuivi en 1959 l'effort entrepris en 1958. Aucune dérogation n'a été accordée cette année, sur base de l'article 53 de l'ordonnance n°22/43 du 23/1/1959.

4. - Cartes de Travail et de Pointage.

| | 0 | | 1 | | 2 | | Totaux. | | | | |
|----------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|------|------|-----|
| | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | | | |
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | | | |
| Usumbura | 8 | 80 | 2522 | 95,3 | 1 | 10 | 18 | 0,7 | 2647 | 100 | |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Ruanda | 33 | 21,3 | 2435 | 17,2 | 43 | 27,7 | 79 | 51 | 155 | 100 | |
| Totaux | 41 | - | 4957 | - | 44 | - | 80 | - | 165 | - | |
| % | | 25 | | 29,5 | | 26,6 | | 48,4 | | 45,2 | 100 |

Note : 0 = Entreprises en règle.
 1 = Entreprises partiellement en règle.
 2 = Entreprises en défaut.

Dans l'ensemble il n'y a guère eu de grosses modifications par rapport à la situation enregistrée en 1958.
 Seule une légère amélioration peut être enregistrée, en effet :
 - entreprises en règle : 25 % en 1959 pour 22,3 % en 1958;
 - entreprises partiellement en règle : 26,6% en 1959 pour 25,9 en 1958;
 - entreprises en défaut : 48,4 % en 1959 pour 51,8% en 1958.

B.- Conditions générales du Travail.

1. Minima légaux.

L'ordonnance n°222/27 du 24 janvier 1959 a fixé comme suit le minimum légal des différents éléments de la rémunération, pour l'année 1959.

Salaire : Janvier : Usumbura = 11,75 frs par jour
partout ailleurs = 7,65 frs par jour
à partir du 1/2/1959: Usumbura = 12,50 frs par jour
partout ailleurs + 8,50 frs par jour.

Ration et Allocation alimentaire:

- a) A Usumbura, l'obligation de remettre la ration en nature avait été abrogée en avril 1958. Cette suppression a été maintenue en 1959.
- b) A l'intérieur de l'Urundi et du Ruanda, l'ordonnance n°222/27 du 24 janvier 1959 abroge l'obligation, pour l'employeur, de remettre aux travailleurs agricoles ou aux travailleurs ordinaires ou légers, disposant de terres de cultures sur les lieux du travail, la ration réduite de 750 grs de viande.
- Cette suppression n'a fait qu'entériner une situation de fait. La distribution de viande était devenue l'exception à l'intérieur car les Résidents accordaient d'office, l'autorisation de payer en espèces cette ration réduite.
- Il y a lieu de noter que désormais le terme ration est réservé aux remises en nature; l'allocation alimentaire signifiant la remise en espèces.

L'ordonnance n°222/27 du 24 janvier 1959 précise en son article 4 que la ration journalière est composée conformément à son annexe 2. Toutefois l'employeur est autorisé à remettre une ration réduite correspondant à 40% de la ration complète à ceux de ses travailleurs occupés à des travaux agricoles ou à des travaux ordinaires ou légers, pour autant que ces travailleurs disposent de terres de cultures sur les lieux du travail, ou à proximité de ceux-ci.

L'article 5 précise, qu'à partir du 1/2/1959, le montant de l'allocation alimentaire complète, là où le paiement en est autorisé par le Résident, est fixé conformément à l'annexe 1, colonnes 5, 6, 7 et le montant de l'allocation alimentaire réduite, dans les mêmes conditions, est fixé conformément à l'annexe 1, colonne 8, à savoir :

Allocations alimentaires complètes (fixées en vertu des règlements des Résidents) pour travailleurs ordinaires :

- 7,63 fr par jour pour le Territoire de Kibungu;
- 8,15 fr par jour pour tous les territoires de l'Urundi sauf Usumbura;
- 8,32 fr par jour pour le territoire de Kigali;
- 9,01 fr par jour pour les territoires de Kibuye et Ruhengeri;
- 9,19 fr par jour pour les territoires de Nyanza, Astrida, Shangugu, Kisenyi, Biumba et Gitarama;
- 10,23fr pour le territoire d'Usumbura.

Le paiement de l'allocation alimentaire est autorisé à tous les travailleurs ordinaires ou légers n'appartenant pas à une entreprise minière et recevant la ration complète à l'exception :

- sur décision des Résidents, des travailleurs qui ne pourraient se procurer sur place tous ou certains des éléments entrant dans la composition de la ration;
- des recrutés ou des engagés au cours de leur acheminement vers le lieu du travail.

Au Ruanda, la remise de l'allocation alimentaire partielle aux travailleurs exécutant des travaux lourds et à tous les travailleurs des entreprises minières recevant la ration complète pourra être autorisée, par décision à prendre dans chaque cas d'espèce, par le Résident. Cette allocation alimentaire partielle ne pourra couvrir que des éléments de la ration, autres que les matières grasses.

.../...

En Urundi, le paiement de l'allocation alimentaire n'est pas autorisé aux travailleurs appartenant à une entreprise minière et résidant à plus de 10 Kms du lieu de leur travail pour tous les éléments de la ration sauf pour la viande et le poisson séché.

Logement:

Les taux n'ont pas été modifiés et sont restés fixés à :
3,50 frs par jour pour les travailleurs résidant dans les C.E.C.
d'Usumbura et le faubourg rural;
0,60 frs par jour partout ailleurs.

A partir du 1/2/1959 l'ordonnance n°222/27 du 24 janvier 1959 supprimait la discrimination existant en matière de logement, entre les travailleurs réguliers et les travailleurs journaliers et temporaires. Ces derniers, en effet ne touchaient pas d'indemnité pour autant qu'ils disposent de terres de cultures sur les lieux du travail ou à proximité.

Depuis lors, tous les travailleurs touchent l'indemnité de logement, ce qui constitue un net progrès au point de vue social.

Salaires global:

- 21 frs par jour dans le Territoire de Kibungu et dans tous les territoires de l'Urundi sauf Usumbura;
- 22 frs par jour dans le territoire de Kigali;
- 23 frs par jour dans tous les autres territoires du Ruanda;
- 24 frs par jour pour les travailleurs prêtant leurs services dans le territoire d'Usumbura, mais en dehors de la C.U., des C.E.C. et des sous-chefferies Katumba, Muramvya, Kikoma et de la chefferie Mushasha centre.
- 29 frs par jour pour les travailleurs prêtant leurs services dans la C.U. et les C.E.C. d'Usumbura et y résidant.

x

x

x

Les taux fixés ci-dessus, en ce qui concerne le salaire et la ration, sont ceux fixés pour la catégorie des travailleurs dits " ordinaires ".

.../...

2. - Salaires.

=====

| 1 | Salaires Global | | | | Rémunération détaillée | | | | | | Total des colonnes : 5 et 10. |
|----------|---------------------------------|---------------------------------|----------------------------|--------|--------------------------------|--|--|---------------------------------------|--------|--|-------------------------------|
| | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | | |
| | entre 100 et 110% du min. légal | entre 110 et 125% du min. légal | plus de 125% du min. légal | Total | salair inférieur au min. légal | salair entre 100 et 110% du min. légal | salair entre 110 et 125% du min. légal | salair supérieur à 125% du min. légal | Total | | |
| Usumbura | 331 | 87 | 389 | 807 | 6 | 506 | 551 | 777 | 1840 | | |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | - | | |
| Ruanda | 273 | 217 | 1116 | 1606 | 968 | 7053 | 1017 | 3530 | 2647 | | |
| Totaux | 604 | 304 | 1505 | 2413 | 974 | 7559 | 1568 | 4307 | 14174 | | |
| % | 3,6 | 1,8 | 8,9 | (14,3) | 5,8 | 44,9 | 9,4 | 25,6 | (85,7) | | |

Comparé à celui de 1958, ce tableau appelle les commentaires suivants :

- a)- Le nombre de travailleurs touchant un salaire inférieur au minimum légal a continué à diminuer dans de notables proportions concrétisant ainsi, dans la mesure des possibilités existantes, l'efficacité du contrôle de l'Inspection du Travail. Il serait intéressant de comparer ces chiffres avec ceux qu'on pourrait obtenir en Urundi, où il n'y a plus d'Inspecteur depuis plus d'un an et demi, mais le service est dans l'impossibilité d'établir, à l'heure actuelle, de telles statistiques, faute de personnel.
- b)- Parallèlement on observe une légère régression de travailleurs touchant un salaire global (8,9 en 1959 pour 11,1% en 1958) mais une forte augmentation de travailleurs touchant plus de 125% du minimum légal. Il semble donc, d'après les chiffres obtenus, qu'un tassement des salaires se soit effectué par réduction des extrêmes (inférieurs au minimum légal et salaires globaux). L'avenir nous apprendra si ce mouvement amorcé va se prolonger ou s'il s'agit uniquement d'une indication occasionnelle et due en grande partie, au trop petit nombre d'unités statistiques étudiées.

=====

3. Rations.

a) USUMBURA :

Sur les 2647 travailleurs contrôlés, 807 (soit 30,5%) touchent un salaire global et ne reçoivent, de ce fait, ni ration, ni allocation alimentaire.

Les 1840 travailleurs à rémunération détaillée touchent tous une allocation alimentaire complète égale au minimum légal.

b) RUANDA :

Dans cette résidence 780 travailleurs sur 14174 soit 5,5%, recevaient une ration, ou une allocation alimentaire, inférieure au minimum légal.

Par contre 10.003 travailleurs, soit 70,7% touchent une allocation alimentaire réduite égale au minimum légal. Or c'est ici que le bât blesse. En effet, il est pratiquement impossible à l'Inspecteur, de savoir si les travailleurs jouissent, oui ou non, des conditions suffisantes pour ne toucher qu'une allocation alimentaire réduite.

Des abus existent qui ont d'ailleurs déjà été signalés dans le rapport annuel 1958, mais ils sont difficilement réprimables. C'est pourquoi, d'ailleurs, un des buts du Service de l'Inspection du Travail réside-t-il dans la suppression de la discrimination en matière de ration et d'allocations alimentaires.

Cette uniformisation permettra, entre autres avantages, de réduire, dans de notables proportions, l'écart de rémunération, existant entre l'intérieur du Ruanda-Urundi et Usumbura, et, en conséquence, d'éviter, ou de réduire, l'afflux de travailleurs vers Usumbura.

Le tableau ci-dessous indique la répartition des rations et allocations alimentaires, touchées par les travailleurs.:

| | : Usumbura | : % | : Ruanda | : % |
|--|------------|------|----------|------|
| Travailleurs à salaire global : | 807 | 30,5 | 1606 | 11,3 |
| Travailleurs à ration complète en nature :- | | | | |
| - inférieure au min.légal | - | - | 712 | 5 |
| - égale au minimum légal | - | - | 169 | 1,1 |
| - supérieure au min.légal | - | - | 37 | 0,3 |
| Travailleurs à allocation alimentaire complète.- | | | | |
| - inférieure au min.légal | - | - | 37 | 0,3 |
| - égale au minimum légal | 1840 | 69,5 | 956 | 6,7 |
| - supérieure au min.légal | - | - | 2 | - |
| - 1/2 espèces, 1/2 nature | - | - | 455 | 3,2 |
| Alloc.al.réduite en nature | | | | |
| - inférieure au min.légal | - | - | 7 | - |
| - égale au minimum légal | - | - | 24 | 0,2 |
| - supérieure au min.légal | - | - | - | - |
| Allocation alimentaire réduite en espèces :- | | | | |
| - inférieure au min.légal | - | - | 24 | 0,2 |
| - égale au minimum légal | - | - | 10003 | 70,7 |
| - supérieure au min.légal | - | - | 72 | 0,5 |
| Travailleurs ne recevant pas de ration : | - | - | 70 | 0,5 |
| Totaux | 2647 | 100 | 14174 | 100 |

4.- Logement.-
=====

| | En nature | | En espèces | | Pas de logement | | Journaliers et temporaires | | Travailleurs à salaire global | | Totaux | |
|----------|-------------------|-----|-------------------|------|-------------------|-----|----------------------------|---|-------------------------------|------|-------------------|-----|
| | travail- leurs | % | travail- leurs | % | travail- leurs | % | travail- leurs | % | travail- leurs | % | travail- leurs | % |
| Usumbura | - | - | 1840 | 69,5 | - | - | / | / | 807 | 30,5 | 2647 | 100 |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ruanda | 812 | 5,8 | 11643 | 82,1 | 113 | 0,8 | / | / | 1606 | 11,3 | 14174 | 100 |
| | 812 | 4,8 | 13483 | 80,2 | 113 | 0,7 | / | / | 2413 | 14,3 | 16821 | 100 |

Remarque : La subdivision de l'année précédente qui indiquait le nombre de journaliers et de temporaires ne touchant pas l'indemnité de logement est sans objet. En effet à partir du 1 février 1959 ces travailleurs ont bénéficié de l'indemnité.

Note :

- Comme il a été signalé précédemment, tous les travailleurs, y compris les journaliers et les temporaires, touchent l'indemnité de logement depuis le 1 février 1959.
- Le nombre d'infractions relevées dans ce domaine est pratiquement nul puisque 113 travailleurs seulement sur 16821, soit 0,7% ne bénéficient pas de cet avantage.
- Suite à la récession, qui a durement touché les exploitations minières, et à l'important licenciement de main d'œuvre qui s'en est suivi, le total des travailleurs recevant le logement en nature a diminué : 4,8% en 1959 pour 7,2% en 1958.

=====

5.- Allocations familiales.

a) USUMBURA.-

Des 10 entreprises ayant fait l'objet d'une inspection complète 4, soit 40% (28,4% en 1958) accordent des allocations familiales.

Ces entreprises occupent ensemble 1119 travailleurs (42,27% des travailleurs contrôlés à Usumbura), ayant au total 887 femmes et 1959 enfants.

Quant aux bénéficiaires d'allocations, ils sont respectivement, 348 femmes et 1088 enfants.

b) RUANDA.-

48 entreprises, sur un total de 155 (soit 30,9%) accordent des allocations familiales. Elles occupent ensemble 9218 travailleurs (65,03% du total) pour lesquels seuls, 1532 femmes et 4965 enfants ont pu être relevés.

Le nombre de bénéficiaires d'allocations est respectivement de 1436 femmes et de 3999 enfants.

Le gouvernement et les CAC interviennent dans ces chiffres, à raison de 814 femmes et 2277 enfants.

c) Taux des allocations.

Pour les travailleurs du Gouvernement les taux sont les suivants:

- travailleurs résidant dans les C.E.C. d'Usumbura :

- 30 frs par mois par enfant

- 50 frs par mois pour l'épouse;

- travailleurs résidant partout ailleurs :

- 25 frs par mois par enfant

- 25 frs par mois par épouse.

Dans le privé les taux varient d'une entreprise à l'autre mais ils sont au moins équivalents à ceux en vigueur au Gouvernement.

.../...

6.- Congés Payés.

| | Entreprises en règle | | Entreprises partiel- lement en règle (1) | | Entreprises non en règle | | Sans objet | | Totaux | |
|----------|----------------------|------|---|------|-----------------------------|------|------------|-----|--------|------|
| | E | % | T | % | E | % | T | % | E | % |
| Usumbura | 9 | 90 | 2629 | 99,3 | - | - | 18 | 0,6 | - | - |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | 10 | 100 |
| Ruanda | 74 | 47,8 | 6866 | 48,4 | 21 | 13,5 | 1558 | 11 | 44 | 28,4 |
| Totaux | 83 | 50,3 | 9495 | 56,4 | 21 | 12,7 | 1558 | 9,3 | 45 | 27,3 |
| | | | | | | | | | 16 | 9,7 |
| | | | | | | | | | 808 | 4,8 |
| | | | | | | | | | 165 | 100 |
| | | | | | | | | | 16821 | 100 |

Note : (1) : Ont été considérées comme partiellement en règle les entreprises ayant accordé des congés payés à une partie de leur personnel ou ayant simplement omis de payer la prime de régularité.

(2) : E = Entreprise - T = travailleurs.

- A Usumbura, parmi les 10 entreprises visitées, 9 étaient en règle, tandis qu'une seule entreprise de 18 travail- leurs n'avait pas régularisé sa situation.

Par rapport à 1957 où 44% des employeurs n'avaient pas accordé de congés payés à leurs travailleurs, l'améliora- tion est très encourageante et fort significative de l'utilité de contrôles réguliers.

A l'intérieur une nette amélioration également a été constatée, puisque 61,3% des entreprises, sont en règle, ou partiellement en règle, pour 44% en 1958.

7.- Revenu moyen journalier.

a) USUMBURA.

Le revenu moyen journalier du travailleur s'établit à 41,22 frs pour 32,60 frs en 1958. Toutefois il nous est impossible de nous prononcer sur le caractère de cette augmentation vu le trop petit nombre d'inspections effectuées et, en conséquence le manque de signification profonde de cette moyenne. Le tableau ci-après donne un aperçu des chiffres relevés.

| Revenu moyen journalier du travailleur-(en frs) : | Nombre de firmes | :Nombre de travailleurs occupés. |
|---|------------------|----------------------------------|
| - de 20 | - | - |
| de 21 à 30 | 1 | 1086 |
| de 31 à 40 | - | - |
| de 41 à 50 | 5 | 1072 |
| de 51 à 60 | 3 | 430 |
| de 61 à 70 | 1 | 59 |
| de 71 à 80 | - | - |
| de 81 à 90 | - | - |
| plus de 100 | - | - |
| Renseignements inconnus | - | - |
| Total | 10 | 2647 |

b) RUANDA.-

Le revenu moyen journalier du travailleur est de 20,97 pour 20,21 en 1958 et 18,17 frs en 1957.

Une légère augmentation doit être notée (76 cms) par rapport à l'année précédente.

La répartition des firmes et des travailleurs, d'après le revenu moyen journalier, donne le tableau suivant :

| Revenu moyen journalier du travailleur (en frs) : | Nombre de firmes | :Nombre de travailleurs occupés |
|---|------------------|---------------------------------|
| - de 10 | 5 | 625 |
| de 10 à 11 | 2 | 13 |
| de 11 à 12 | 3 | 85 |
| de 12 à 13 | 7 | 307 |
| de 13 à 14 | 11 | 934 |
| de 14 à 15 | 6 | 522 |
| de 15 à 16 | 9 | 2241 |
| de 16 à 17 | 9 | 1953 |
| de 17 à 18 | 14 | 1335 |
| de 18 à 19 | 6 | 963 |
| de 19 à 20 | 5 | 208 |
| de 20 à 25 | 35 | 3536 |
| de 25 à 30 | 14 | 581 |
| de 30 à 50 | 19 | 505 |
| plus de 50 | 9 | 279 |
| Renseignement inconnu | 1 | 87 |
| Total | 155 | 14174 |

Il n'y a aucune modification notable dans la répartition par catégories.

8.- Amendes et Retenues;.-

Les employeurs n'imposent plus que de très rares amendes.
La difficulté croissante éprouvée par les entreprises à se procurer de la main d'oeuvre stable au Ruanda fait hésiter les patrons à employer une sanction qui heurte profondément les travailleurs et les pousse à abandonner le travail.

Toutefois, quelques C.A.C. imposent encore des amendes qui correspondent parfois à plusieurs journées de rémunération.

Le registre des amendes et retenues fait souvent défaut et de nombreuses entreprises n'opèrent pas toujours le versements des amendes à l'OMEI, comme elles devraient légalement le faire.

=====

9.- Durée de la journée de travail
Travail du dimanche et des jours fériés.

| | Durée de la journée de travail | | | Travail du dimanche et des jours fériés. | | |
|----------|--------------------------------|------------------------|------------------------|--|------------------------|------------------------|
| | : respectée | : Non respectée | : Totaux | : en règle | : Non en règle | : Totaux |
| | : Entre-prises : leurs | : Entre-prises : leurs | : Entre-prises : leurs | : Entre-prises : leurs | : Entre-prises : leurs | : Entre-prises : leurs |
| Usumbura | : 9 | : 18 | : 2647 | : 9 | : 2629 | : 1 |
| Urundi | : - | : - | : - | : - | : - | : 18 |
| Ruanda | : 147 | : 519 | : 14174 | : 100 | : 10103 | : 55 |
| Totaux | : 156 | : 537 | : 16821 | : 109 | : 12732 | : 56 |
| % | : 94,5 | : 5,5 | : 3,2 | : 100 | : 66,1 | : 75,7 |
| | | | | | | : 24,3 |
| | | | | | | : 100 |
| | | | | | | : 100 |

Note : a) Par comparaison avec l'année 1958 la situation a été presque entièrement régularisée par les employeurs, en ce qui concerne la durée de la journée de travail - 9 entreprises seulement groupant 537 travailleurs sont en infraction à cet égard. Elles ne représentent guère que 5,5% du total inspecté et 3,2% du nombre total de travailleurs contrôlés. Encore est-il bon de constater que les infractions ne concernent, en fait, qu'un très petit nombre de travailleurs au sein de chaque firme.

b) Une nette amélioration peut également être observée en ce qui concerne le travail du dimanche et des jours fériés puisque le nombre d'entreprises en infraction est passé de 38,2 % en 1958 à 33,9% en 1959. C'est toujours dans le commerce que l'on rencontre le plus grand nombre d'infractions relevées car les magasins sont ouverts le dimanche matin et les jours fériés, sans qu'il soit accordé de repos compensatoire ou de sursalaire.

10.- Avances.

Les privés répugnent visiblement à faire des avances car trop souvent les travailleurs qui en ont bénéficiés ont abandonné le travail peu après, rendant ainsi tout remboursement impossible. Seuls les travailleurs réguliers offrant toute garantie de remboursement à leur patron en reçoivent.

Les règlements comptables ne le permettant pas, il n'est officiellement pas accordé d'avances au personnel du Gouvernement et des C.A.C.

Les remboursements ne provoquent pas de difficultés.

11.- Approvisionnements.

Il n'a pas été enregistré de plaintes à ce sujet.

x

x

x

12. - Rémunération des malades.

| | Néant | | Légale | | supérieure au minimum inférieure au minimum | | légal | | Total | |
|----------|-------------|--------------|-------------|--------------|---|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs |
| | Nomb. | % | Nomb. | % | Nomb. | % | Nomb. | % | Nomb. | % |
| Usumbura | - | - | 7 | 70 | 2 | 20 | 166 | 6,3 | 1 | 10 |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | 18 | 0,7 |
| Ruanda | 31 | 20 | 14,1 | 28 | 18 | 14,67 | 54,9 | 99,79 | 70,4 | 11,7 |
| Totaux | 31 | 18,8 | 2012 | 12 | 35 | 21,2 | 3930 | 23,4 | 87 | 52,7 |
| | | | | | | | | | 60,3 | 12 |
| | | | | | | | | | 7,3 | 4,3 |
| | | | | | | | | | 165 | 100 |
| | | | | | | | | | 16821 | 100 |

Note : La situation s'est légèrement détériorée par rapport à 1958 - 12 % des travailleurs (9,9 % en 1958) ne touchent pas de rémunération en cas de maladie et 4,3 % (3,4 % en 1958) touchent une rémunération inférieure au minimum légal.

Par contre 60,3% touchent une rémunération supérieure au minimum légal, pour 58,2 % en 1958. Très souvent, surtout chez les colons agricoles, les soins médicaux ne sont pas accordés à la famille des travailleurs. Signalons toutefois que ces employeurs ne sont pas entièrement responsables de cette situation. En effet, la grande instabilité de la main d'oeuvre utilisée, ajoutée aux difficultés d'identification, propres à l'intérieur au Ruanda-Urundi, rendent difficilement applicable ce point de la législation. Malgré divers avertissements, les missions protestantes continuent à facturer les soins médicaux aux travailleurs et à leur famille.

=====

CHAPITRE III. DISCIPLINE ET RENDEMENT.

1.- Attitude des travailleurs.

Il y a eu 12 conflits collectifs du travail en 1959 soit le double de 1958. Ces grèves ont eu lieu :

au C.F.L.
à SIRUCC
à METALUSA
chez KUNVARI
chez SARIS
à FERUSA
à SEDEC MOTORS
chez STASSE
à l'hôtel RESIDENCE
parmi les moniteurs de l'enseignement catholique
chez MASSART
chez TRABEKA.

Toutefois, signalons que chez plusieurs employeurs et notamment STASSE, RESIDENCE, MASSART et TRABEKA ces grèves n'ont été, en fait, qu'un arrêt collectif du travail que l'intervention immédiate des autorités a immédiatement aplani.

Un total de 665 travailleurs y ont été mêlés, contre 563 en 1958, cependant le nombre de journées de travail perdues a sensiblement diminué, 785 pour 969 en 1958; l'intervention syndicale n'a été à la base que d'une seule grève, la grève des moniteurs. Toutefois l'intervention des délégués syndicalistes a été sollicitée lors de l'arrêt du travail au CFL.

Augmentations de salaires et revendications diverses à caractère social ont été les causes profondes des arrêts de travail enregistrés en février et mars 1959.

A l'intérieur par contre, aucun incident de ce genre n'est à signaler, du moins à caractère social. Par contre la guerre civile qui endeuilla le Ruanda au cours des mois d'octobre et de novembre, eu une grave répercussion sur les entreprises de l'endroit. A l'exception des sociétés minières, dont les travailleurs encampés, sont restés en dehors du mouvement, pratiquement toute l'activité économique de cette résidence, a été arrêtée. En outre, dès le début du mois d'octobre, les travailleurs du territoire de Biumba, en guise de protestation contre la mutation d'un chef, ont collectivement abandonné le travail. Malheureusement, étant donné que cette résidence a été privée d'inspecteur dès la fin du mois d'août, il n'a pas été possible d'obtenir de chiffres, à ce sujet.

Comme il a déjà été signalé à plusieurs reprises au cours de ce rapport annuel il est regrettable qu'un tel manque d'effectifs empêche l'inspection du travail de garder un contact étroit, tant avec les employeurs que les travailleurs, et néglige de la sorte, et par la force des choses, ce qui reste son principal objectif.

=====

2.- Absentéisme.

| | moins de 2 % | | de 2 à 5 % | | de 5 à 10 % | | Plus de 10 % | | Total. | | | | | | | | | | | |
|----------|--------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|-----|-----|----|------|------|------|-----|-----|-------|-----|
| | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | | | | | | | | | | |
| | Nomb- re | % | Nomb- re | % | Nomb- re | % | Nomb- re | % | Nomb- re | % | | | | | | | | | | |
| Usumbura | 5 | 50 | 1933 | 73,1 | 3 | 30 | 671 | 25,3 | 1 | 10 | 25 | 0,9 | 1 | 10 | 18 | 0,7 | 10 | 100 | 2647 | 100 |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ruanda | 52 | 33,6 | 7649 | 54 | 17 | 11 | 1627 | 11,5 | 14 | 9 | 823 | 5,8 | 72 | 46,4 | 4075 | 28,7 | 155 | 100 | 14174 | 100 |
| Totaux | 57 | 34,6 | 9582 | 57 | 20 | 12,1 | 2298 | 13,7 | 15 | 9,1 | 848 | 5 | 73 | 44,2 | 4093 | 24,3 | 165 | 100 | 16821 | 100 |

Note : L'absentéisme reste toujours extrêmement important puisqu'il est supérieur à 10 % dans 44,2% des entreprises (pour 42,4 % en 1958). Une fois de plus l'intérieur se taille la part du lion, dans ce domaine. En effet, à Usumbura, 1 seule entreprise, n'employant d'ailleurs que 18 travailleurs est rangée dans cette catégorie.

Il est fort curieux de constater que malgré l'important licenciement de main d'oeuvre occasionné, surtout dans les entreprises minières, par la crise économique, le taux de l'absentéisme ne varie guère.

On aurait certes pu croire que la main d'oeuvre disponible aurait augmenté dans de notables proportions, or ce n'est nullement le cas. Tout se passe comme si ces travailleurs avaient été purement et simplement réabsorbés par leur milieu coutumier, sans difficulté, et faut-il le dire, sans regrets de leur part. Ce phénomène a, dans certains cas, atteint des proportions telles que certains colons agricoles, installés près des exploitations minières, continuent à se plaindre de pénurie de main d'oeuvre alors que ces sociétés ont licencié plus de la moitié de leur personnel.

Dès lors, il nous faut bien constater que le travail rémunéré reste, à l'intérieur, un appoint, fort apprécié certes, mais nullement indispensable, et que c'est de cette donnée qu'il s'agira de partir lorsqu'on se résoudra à envisager la progression rationnelle du niveau de vie des travailleurs qui y sont occupés. ~~en service.~~

=====

3.- RENDEMENT.-

| | Très bon | | normal | | laisse à désirer | | mauvais | | Total | | | | | |
|----------|-------------|--------------|-------------|--------------|------------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-----|------|-----|-----|
| | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | | | | |
| | Nomb. re | % | Nomb. re | % | Nomb. re | % | Nomb. re | % | Nomb. re | % | | | | |
| Usumbura | - | - | 9 | 90 | 1 | 10 | 25 | 0,9 | - | 10 | 100 | 2647 | 100 | |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Ruanda | 8 | 5,2 | 320 | 66,4 | 103 | 25,2 | 2374 | 16,7 | 5 | 3,2 | 388 | 2,7 | 155 | 100 |
| Totaux | 8 | 4,9 | 320 | 67,9 | 112 | 24,2 | 2399 | 14,3 | 5 | 3 | 388 | 2,3 | 165 | 100 |

Note : Bonne amélioration dans l'ensemble puisque la proportion des travailleurs ayant un rendement normal est passée de 70,2% en 1958 à 81,5 % en 1959.
 Cette amélioration va évidemment de pair avec la réduction du gaspillage telle que signalée au tableau suivant.
 La récession économique, en comprimant davantage les budgets des employeurs, oblige ces derniers à surveiller de plus près encore la rentabilité de l'entreprise pour éviter (quand elle ne l'est pas déjà) qu'elle devienne une exploitation marginale.

=====

4.- Gaspillage.

| | Néant | | Situation courante | | Gaspillage | | Total | |
|----------|-------------|--------------|--------------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs |
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Usumbura | - | - | 8 | 80 | 2 | 20 | 10 | 100 |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ruanda | 4 | 2,6 | 96 | 61,9 | 55 | 35,5 | 155 | 100 |
| | 4 | 2,4 | 104 | 63 | 57 | 34,6 | 165 | 100 |
| | | | 12871 | 76,5 | 3729 | 22,2 | 16821 | 100 |

Note : Ce tableau doit être mis en concordance avec le précédent ainsi qu'avec les remarques exprimées in fine.
 Rappelons que l'estimation du gaspillage de MOI a été faite sur base des éléments suivants :
 - absentéisme, rendement, stabilité et degré de rationalisation des entreprises.

CHAPITRE IV.- HYGIENE ET SALUBRITE.

1.- Certificats d'aptitude physique.

| | En règle | | Non en règle | | Total | |
|----------|-------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs |
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Usumbura | 7 | 70 | 3 | 30 | 10 | 100 |
| Urundi | - | - | - | - | 10 | 100 |
| Ruanda | 39 | 25,2 | 116 | 74,8 | 155 | 100 |
| | 46 | 27,9 | 119 | 72,1 | 165 | 100 |
| | 5861 | 34,8 | 10960 | 65,2 | 16821 | 100 |

Note :

1958.

La situation présente une nette amélioration puisque 27,9 % des entreprises sont en règle pour 17,8% seulement en

Par contre la proportion de travailleurs munis d'un certificat est retombée de 45,2% à 34,8 %.

CHAPITRE V.- SECURITE DU TRAVAIL.

| | Permis d'exploitation | | | | Mesures de protection. | | | | | | | | | |
|----------|-----------------------|------|--------------|------|------------------------|------|--------------|-------|-------|-------|------|------|------|-------|
| | en règle | | Non en règle | | en règle | | non en règle | | total | | | | | |
| | E | T | E | T | E | T | E | T | | | | | | |
| Usumbura | - | 9 | 2629 | 1 | 18 | 10 | 2647 | 9 | 2588 | 1 | 59 | 10 | 2647 | |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Ruanda | 72 | 7177 | 38 | 3968 | 45 | 3029 | 155 | 14174 | 139 | 12491 | 16 | 1683 | 155 | 14174 |
| Totaux | 72 | 7177 | 47 | 6597 | 46 | 3047 | 165 | 16821 | 148 | 15079 | 17 | 1742 | 165 | 16821 |
| % | 43,6 | 42,7 | 28,5 | 39,2 | 27,9 | 18,1 | 100 | 89,7 | 89,6 | 10,3 | 10,4 | 100 | 100 | |

Note. a) Sur 93 firmes devant posséder un permis d'exploitation, 47 furent trouvées en règle, soit 28,5% contre 17,1% en 1958. Situation notamment meilleure.

b) 10,3 % des entreprises contrôlées ont fait l'objet d'observations, en ce qui concerne les mesures de protection, ce qui constitue un léger progrès par rapport à 1958 où la proportion était de 11,7 %.

CHAPITRE VI.- ORGANISATION PROFESSIONNELLE.-

=====

1.- Conseils d'entreprises.

a) USULIBURA.

Les 6 entreprises qui devaient en avoir constitué un en disposaient.

Ces conseils fonctionnaient régulièrement.

b) RUANDA.

Sur 25 entreprises obligées de constituer un conseil d'entreprise, 8 furent trouvées parfaitement en règle, 4, quoique l'ayant constitué, n'avaient pas tenu compte des prescriptions légales, en la matière et 13 ne l'avaient pas encore au moment de l'inspection.

x

x

x

Il est regrettable de constater un net recul par rapport à 1958.

Ce retour en arrière est dû pour une bonne part, au découragement des employeurs qui estiment, à tort ^{et} à raison, que ces organismes ne constituent en fait qu'un organe de revendication sociale et non un terrain où les employeurs et les travailleurs pouvaient se réunir et étudier ensemble les améliorations à apporter tant au rendement qu'au standing de vie des indigènes en service.

2.- Comités locaux de travailleurs.

Les 4 comités locaux existants, respectivement à Ruhengeri et Nyanza, pour le Ruanda; à Ngozi et Usumbura pour l'Urundi, ont normalement fonctionné au cours de l'année 1959.

3.- Commissions T.E.P.S.I.

Les commissions se sont réunies régulièrement à raison d'une séance par semestre.

En outre, les commissions régionales du Ruanda et de l'Urundi ont, au cours d'une séance extraordinaire, eu l'occasion de se prononcer sur l'opportunité de la mise en vigueur au Ruanda-Urundi, du décret sur les allocations familiales.

Les résultats obtenus à l'occasion de ces diverses réunions ont toutes un caractère négatif, basé sur le fait que le Ruanda-Urundi va se trouver à la tête de nouvelles institutions. Dès lors, les membres ont estimé ne pas devoir hypothéquer, davantage encore, une situation économique, guère brillante à l'heure actuelle, et préféré laisser au nouveau gouvernement, en voie de constitution, la responsabilité du progrès social dans la mesure où les possibilités financières le permettront.

Dès lors et pour cette raison, ils ont refusé :

- 1° Toute augmentation de salaire;
- 2° l'introduction au Ruanda-Urundi du régime d'allocations familiales;
- 3° toute hausse du taux de la ration réduite, revenant de la sorte sur une position de principe adoptée lors d'une précédente commission.

.../...

4.- Syndicats.

Comme indiqué précédemment, l'action des syndicats est fort réduite et le refus de ces organismes de porter à la connaissance de l'administration, le total de leurs membres, semble souligner, de façon indubitable, leur peu d'importance réelle.

Signalons toutefois, que le syndicalisme chrétien a été à la base de la grève d'avertissement des moniteurs de l'enseignement catholique. Se basant sur une augmentation au Congo des taux de rémunération des moniteurs d'enseignement, ils s'efforcent d'en obtenir l'application au Ruanda-Urundi.

Une réunion d'information entre les parties intéressées, a été provoquée, et le problème est étudié par les services compétents.

CHAPITRE VII.- DIVERS.

=====

1.- Assurance accidents du Travail et Maladies Professionnelles.

Sur les 165 entreprises ayant fait l'objet d'une inspection ordinaire ou réduite, 13 furent trouvées, lors du contrôle, en retard de cotisation. Ces 13 entreprises employaient 443 travailleurs (soit 2,63%). 9 autres sociétés ou particuliers ont été signalés par le Fonds des Invalidités, comme étant en défaut, et ont également fait l'objet de mises en demeure de la part du service.

Je rappelle que de ce total, 5 mises en demeure ont reçu une suite, 7 ont donné lieu à un plainte, et 10 n'ont pas encore été contrôlées.

2.- Pensions.

Sur les 165 entreprises dont il a été tenu compte dans les statistiques au présent rapport, 51 (soit 30,9%) étaient en défaut en matière de pensions indigènes.

Elles se répartissaient comme suit :

| | | |
|----------|------|---------------|
| Usumbura | : 1 | soit 10 %; |
| Ruanda | : 50 | soit 32,25 %. |

Ces entreprises employaient au total 2446 travailleurs soit 14,5 % des travailleurs contrôlés.

Ces 2446 travailleurs se répartissaient comme suit :

| | | |
|------------|--------|--------------|
| - Usumbura | : 18 | soit 0,1 %; |
| - Ruanda | : 2428 | soit 14,4 %. |

Une très nette amélioration peut être constatée dans ce domaine quand on se reporte aux chiffres soulignés lors du rapport annuel 1958.

En effet, l'année précédente, 42,6% des entreprises employant 20,5% du total des travailleurs contrôlés, n'avaient encore rien fait en matière de pension.

Ces chiffres sont d'autant plus marquant que parmi les infractions constatées, parmi les 51 entreprises, inspectées, seule la plus petite partie, n'avait pas encore affilié de travailleurs. Il s'agissait la plupart du temps, de petits employeurs Hindous et arabes déservis par leur ignorance du français.

Outre la non affiliation, la plupart des observations portèrent sur le calcul des cotisations, trop souvent erroné, le retard dans le versement des cotisations, et des erreurs dans l'élaboration des modèles V.

Parallèlement à cette régularisation des employeurs en matière d'affiliation, se sont accrues les demandes d'enquête de la Caisse des Pensions. Malheureusement, et pour les raisons indiquées plus haut, le service du Travail ne peut satisfaire à ces demandes que dans une très modeste mesure.

Deux solutions pourraient être envisagées, à défaut d'un renforcement du cadre :

- a) Régularisations effectuées directement par les agents de la Caisse des Pensions de Bukavu, suite aux infractions signalées par l'Inspection du Travail;
- b) ou constitution d'un cadre de contrôleurs du Travail, ne s'occupant au début que de la seule question pension. Ce cadre constituerait une réserve ou il serait permis de puiser pour africaniser les cadres du service.

x

x

x

3.- Règlement d'entreprise.-

a) USUMBURA.

Une entreprise seulement a été trouvée en défaut, (soit 11,1% du total des entreprises devant en disposer.) Elle occupait 107 travailleurs (soit 4 % du total).

En 1958, 13 entreprises, (soit 37,1%) occupant 1890 travailleurs (soit 23,9%) n'étaient pas en règle dans ce domaine.

b) RUANDA.

43 entreprises (52,43%) occupant 7490 travailleurs (60,5%) ne disposaient pas de règlement.

En 1958, 71 entreprises (soit 73,2%) occupant 10376 travailleurs (soit 52,6%) avaient été constatées en infraction.

Comparativement à 1958 la situation est la suivante :

| | Entreprises en règle (en %) | | |
|----------|-----------------------------|------|------|
| | 1958 | 1959 | gain |
| Usumbura | 63 | 88,8 | 25,3 |
| Ruanda | 27 | 47,5 | 20,5 |

Nette amélioration.

4.- Réalisations extra-légales.

A Usumbura 8 entreprises sur les 10 contrôlées soit 80 % occupant ensemble 2604 travailleurs (soit 98,4% du total) accordent des avantages extra-légaux à leur personnel.

Au Ruanda 66 entreprises soit 42,5% occupant ensemble 10686 travailleurs soit 75,4 % du total, accordent des avantages extra-légaux.

Ont été considérées comme réalisations extra-légales :

- la remise d'allocations familiales à tout ou partie du personnel;
- la fourniture de la ration ou de l'allocation alimentaire aux travailleurs dont le salaire atteint ou dépasse le salaire global;
- l'octroi de congés légaux à des taux supérieurs aux minima légaux;
- la remise d'objets d'équipement, de gratifications, de primes diverses en espèces ou en nature.

=====

CHAPITRE VIII.- MAIN-D'OEUVRE EUROPEENNE.-

=====

1.- USUMBURA.

Le contrôle de la législation sociale en cette matière a porté sur 107 employés.

Aucune entreprise n'a été trouvée en défaut de versement des cotisations pension.

2.- RUANDA.

Sur 18 entreprises occupant au total 56 européens, 3 furent trouvées en infraction. Elles occupaient ensemble 9 employés.

x

x

x

Les chiffres ci-dessus ne tiennent pas compte des nombreux cas particuliers qui firent l'objet d'un rapport spécial, suite aux enquêtes prescrites par la Caisse des Pensions et Allocations familiales pour employés du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, pas plus d'ailleurs que des nombreux cas particuliers dont l'Inspection du Travail a été saisie par les intéressés eux-mêmes, et qui ne firent pas l'objet de rapports d'enquête.

Rappelons également que 10 mises en demeure, ont été établies pour non versement des cotisations sociales pour employés et que, 2 d'entre-elles furent suivies d'une régularisation immédiate, tandis que 5, firent l'objet d'une plainte.- Les 3 dernières n'ont pas encore été contrôlées.

=====

CHAPITRE IX. - CONCLUSIONS.

Au début de ce rapport annuel ont été énumérés les principaux événements qui marquèrent le service de l'Inspection du Travail au Ruanda-Urundi.

De cette énumération retenons surtout la réduction sensible des effectifs qui, pour des raisons diverses (congé et maladie) se virent réduits à une seule unité pendant quelques mois, et à l'accroissement considérable du travail purement administratif, ce qui entraîna parallèlement une réduction proportionnelle du contrôle proprement dit.

L'année 1959 vient de s'achever, qui vient de poser de multiples problèmes tant du point de vue politique, économique, financier et social, et 1960 devra les résoudre dans un esprit sain de coopération et de compréhension. Dans cette perspective qui doit, tout naturellement tendre vers le progrès social, l'Inspection du Travail a un rôle important à jouer. Il lui appartient en effet de veiller à l'application des lois, à concilier les points de vue différents des employeurs et des travailleurs, à prévenir ou aplanir les conflits et enfin, à informer les travailleurs, non seulement de leurs droits mais aussi de leurs devoirs.

Comme il a déjà été signalé en 1958, toutes ces perspectives posent avec acuité le problème des effectifs. A ce point de vue, 1960 ne s'annonce guère meilleur que 1959, puisque le service ne disposera plus d'un seul inspecteur itinérant avant le mois de novembre.

Les conséquences d'une telle situation peuvent être très graves, et les résultats encourageants, compte tenu des circonstances, obtenus l'année précédente, réduits à néant. Il ne fait en effet aucun doute que l'absence de contrôle, ou le contrôle à intervalles très éloignés, n'entraîne à nouveau une certaine négligence de la part des employeurs.

Il est important de souligner, par ailleurs, que pratiquement aucun employeur autochtone n'a encore été inspecté à ce jour. Dans ce domaine également un contrôle s'impose afin d'éviter que la législation sociale ne soit systématiquement méconnue.

Les considérations qui précèdent font apparaître, sans équivoque, la nécessité urgente du renforcement des effectifs. Il n'est pas sans intérêt, en effet, de rappeler que depuis juillet 1959 le service du travail n'a fonctionné qu'avec deux Inspecteurs et qu'il en sera ainsi jusque fin novembre 1960, soit au retour de la 3^e unité en fonction. Le cadre organique de l'Inspection du Travail est fixé à quatre unités. Depuis août 1958, suite à la mutation d'un Inspecteur pour le Congo Belge, le service est réduit à 3 agents pour tout le Ruanda-Urundi. Cet effectif nettement insuffisant ne permet ^{pas} d'assurer la bonne marche du service, ni de faire face aux multiples activités dévolues à l'Inspection du Travail.

Concluons en espérant qu'à bref délai, le service puisse reprendre une activité normale et se consacrer à sa mission essentielle qui consiste à promouvoir le développement harmonieux des rapports entre les employeurs et leur personnel, et de contribuer au respect de la justice sociale.

=====

- Th.Nt./
TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI
SERVICE DU TRAVAIL.-
==== 2 ====

RAPPORT ANNUEL
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL.-
==== 2 ====

ANNEE 1959.-
==== 2 ====

| | <u>Pages.</u> |
|---|---------------|
| <u>CHAPITRE I. - GENERALITES.</u> | |
| <u>CHAPITRE II. - ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET CONDITIONS GENERALES DE TRAVAIL.</u> | |
| <u>A.- Organisation administrative.</u> | |
| 1.- <u>Effectifs.</u> | |
| a.- Répartition des entreprises visitées, par Territoire | 9. |
| b.- Répartition des entreprises visitées, d'après l'importance des effectifs. | 9. |
| c.- Répartition des entreprises d'après le genre d'activité. | 10. |
| d.- Répartition des travailleurs contrôlés, d'après leur qualifi- cation. | 11. |
| e.- Répartition des travailleurs contrôlés d'après la nature des contrats. | 12. |
| f.- Répartition des travailleurs contrôlés d'après leur origine. | 12. |
| g.- Répartition des travailleurs contrôlés d'après leur situation familiale. | 12. |
| 2.- Registre ou Fichier du personnel. | 14. |
| 3.- Livrets de travail. | 15. |
| 4.- Cartes de Travail et de pointage. | 16. |
| <u>B.- CONDITIONS GENERALES DE TRAVAIL.</u> | |
| 1.- Minima légaux. | 17. |
| 2.- Salaires. | 19. |
| 3.- Rations. | 20. |
| 4.- Logement. | 21. |
| 5.- Allocations familiales. | 22. |
| 6.- Congés payés. | 23. |
| 7.- Revenu moyen journalier. | 24. |
| 8.- Amendes et retenues. | 25. |
| 9.- Heures supplémentaires - Travail du dimanche et des jours fériés. | 26. |
| 10.- Avances. | 27. |
| 11.- Approvisionnements. | 27. |
| 12.- Rémunération des malades. | 28. |
| <u>CHAPITRE III.- DISCIPLINE ET RENDEMENT.</u> | |
| 1.- Attitude des travailleurs. | 29. |
| 2.- Absentéisme. | 30. |
| 3.- Rendement. | 31. |

| | |
|--|-----|
| 4.- Gaspillage. | 32. |
| <u>CHAPITRE IV.- HYGIENE ET SECURITE.</u> | |
| 1.- Certificats d'aptitude physique. | 33. |
| 2.- Organisation des Services Médicaux. | 34. |
| <u>CHAPITRE V. - SECURITE DU TRAVAIL.</u> | 35. |
| <u>CHAPITRE VI. - ORGANISATION PROFESSIONNELLE.</u> | |
| 1.- Conseils d'entreprise. | 36. |
| 2.- Comités locaux de travailleurs. | 36. |
| 3.- Commissions T.E.P.S.I. | 36. |
| 4.- Syndicats. | 37. |
| <u>CHAPITRE VII. - DIVERS.</u> | |
| 1.- Assurance accidents du travail et maladies professionnelles. | 37. |
| 2.- Pensions. | 37. |
| 3.- Règlement d'entreprise. | 38. |
| 4.- Réalisations extra-légales. | 38. |
| <u>CHAPITRE VIII.- MAIN-D'OEUVRE EUROPEENNE.</u> | 39. |
| <u>CHAPITRE IX.- CONCLUSIONS.</u> | 40. |

CHAPITRE I : GENERALITES

- L'année 1959 a été marquée par les divers événements énumérés ci-après :
- 1° - Elaboration des cours de législation sociale (contrat de travail et pensions) par le Chef du Service du Travail du Ruanda-Urundi, et l'Inspecteur Platteau;
 - 2° - cours de législation, donnés du ⁵ 23 janvier au 20 février 1959, par ces deux fonctionnaires;
 - 3° - propagation de grèves, en février et en mars dans toute une série d'entreprises de la place;
 - 4° - cours de législation sociale donné au Ruanda dans le courant des mois d'avril et mai (Kisonyi - Kigali et Astrida) par l'Inspecteur assistant Boutemans;
 - 5° - départ en congé de Monsieur Platteau, puis pour raison de santé, de Monsieur Quenon. De ce fait, le Service de l'Inspection du Travail du Ruanda-Urundi était réduit à une seule unité, l'Inspecteur assistant Boutemans, par ailleurs appelé à Usumbura, dès fin août, pour assurer l'intérim. De ce fait, et aussi regrettable que cela puisse paraître, plus aucun contrôle de main d'oeuvre, ni d'enquête pour le compte de la Caisse des Pensions européennes, indigènes, ou le Fonds des Invalidités, n'ont pu être effectués depuis lors;
 - 6° - installation d'un siège de la Caisse des Pensions des travailleurs du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, avec, comme conséquence directe, un accroissement du nombre de demandes d'enquêtes, demandes auxquelles le Service du Travail du Ruanda-Urundi ne peut malheureusement donner suite à l'heure actuelle.

x

x

x

Il est inutile de rappeler que le but principal de l'Inspection du Travail reste le contrôle des lois sociales et le développement de bonnes relations entre les employeurs d'une part, les employés et les travailleurs d'autre part. Ce but, contrarié par les événements cités plus haut, n'a pas davantage été atteint en 1959 qu'en 1958.

Bien au contraire, la situation s'est davantage détériorée encore. En effet

- a) à Usumbura, 49 inspections seulement ont pu être effectuées pour 155 en 1958;
- b) aucune visite n'a pu être rendue aux employeurs de l'intérieur de l'Urundi, cette résidence ayant été, depuis 1958 complètement dépourvue d'Inspecteur. Comme le service en avait déjà exprimé la crainte, dans le rapport annuel 1958, il est à constater que le travail effectué dans ce secteur, faute de contrôle depuis plus d'un an et demi, ne soit purement et simplement à recommencer. En effet, tout contact avec les employeurs a pratiquement été perdu et aucune suite n'a pu être donnée aux mises en demeure imposées à cette époque.- En outre, l'accroissement de demandes d'enquête stigmatise nettement le relâchement de l'effort des employeurs.
- c) Au Ruanda également une sensible diminution est constatée; 169 rapports en 1959 pour 236 l'année précédente.

x

x

x

.../...

Le nombre total d'inspection effectuées en 1959 s'élève à 218 pour 533 en 1958, (soit une diminution de 59,1%). De ce total il y a lieu de déduire 53 visites spéciales soit 24,3%.-

Le nombre de dossiers ouverts au 31 décembre 1959 se monte à 997. Toutefois, il y a lieu de tenir compte de ceux ouverts par suite de demandes d'inspection des divers organismes parastataux intéressés à l'application de la législation sociale, soit :

- 8 pensions pour employés européens;
- 36 pensions pour travailleurs du Congo Belge et du Ruanda-Urundi;
- 85 pour le Foncolin;
- 5 divers.

Dès lors le nombre total de dossiers ouverts à la suite d'une inspection se monte à 863 contre 755 au 31/12/1958.

Quant au nombre d'observations adressées aux employeurs, suite aux inspections, il est de 1578 pour 165 inspections autres que spéciales, soit donc une moyenne de 9,5 par rapport.

En 1958 il y avait 3919 remarques pour 382 rapports soit 10,2 de moyenne. Une légère amélioration peut donc être constatée. Amélioration combien encourageante et qui confirme l'efficacité que pourrait apporter un contrôle accru.

x

x x

D'après le genre de rapports établis, les inspections effectuées en 1959 se répartissent comme suit :

| | Ordinaires | de - de 25 travailleurs | réduites | spéciales | Totaux |
|----------|------------|----------------------------|----------|-----------|--------|
| Usumbura | 8 | 2 | - | 39 | 49 |
| Urundi | - | - | - | - | - |
| Ruanda | 86 | 31 | 38 | 14 | 169 |
| Totaux | 94 | 33 | 38 | 53 | 218 |

En ce qui concerne la répartition des rapports d'inspection, par inspecteur, elle donne le tableau suivant :

| Genre de rapport | Mr. PLATTEAU | Mr. BOUTEMANS | TOTAUX |
|-----------------------------|-----------------|------------------|--------|
| - Ordinaires | 8 | 86 | 94 |
| - de - 25 travail- leurs | 1 | 32 | 33 |
| - réduits | - | 38 | 38 |
| - spéciaux | 25 | 28 | 53 |
| Totaux | 34 | 184 | 218 |

.../...

Le nombre de mises en demeure auxquelles il a été procédé en 1959 s'élève à 79. La répartition en est la suivante :

| Objet | Total | ayant reçu suite | ayant donné lieu à plainte | non contrôlées. |
|---|-------|---------------------|-------------------------------|--------------------|
| 1. Non paiement cotisations FONCOLIN. | 22 | 5 | 7 | 10 |
| 2. Non paiement cotisations pensions M.O.I. | 14 | - | 1 | 13 |
| 3. Non paiement cotisations pensions M.O.E. | 10 | 2 | 5 | 3 |
| 4. Non paiement des congés payés. | 4 | 1 | - | 3 |
| 5. Rémunération inférieure au minimum légal | - | - | - | - |
| 6. Défaut de règlement d'entreprise | 10 | 1 | - | 9 |
| 7. Divers | 19 | - | - | 19 |
| TOTAUX | 79 | 9 | 13 | 57 |
| % | 100 | 11,3 | 16,5 | 72,2 |

Signalons que pour 76 mises en demeure de moins qu'en 1958, le nombre de plaintes est passé de 28 à 31. - Toutefois la plus grande partie de ces plaintes donnaient suite à des mises en demeure effectuées en 1958 et qui n'avaient pu être contrôlées l'année précédente. 57 mises en demeure, imposées en 1959 n'ont, pour les raisons évoquées plus haut, pu être contrôlées.

x

x

x

A titre de documentation, et pour compléter ce premier chapitre, nous énumérons ci-après les principales dispositions législatives entrées en vigueur au Ruanda-Urundi pendant l'année 1959.

1.- Contrat de Travail.

- a) Règlement n°10/AIMO du 31/12/1958 fixant le taux d'équivalence de la ration hebdomadaire des travailleurs et autorisant la remise de la contre-valeur en espèces du logement dans les différents territoires du Ruanda.
- b) Ordonnance n°222/26 du 24 janvier 1959 rendant exécutoire au Ruanda-Urundi le décret du 10 juin 1958 modifiant les décrets coordonnés sur le contrat de travail.
- c) Ordonnance n°222/27 du 24 janvier 1959 - Rémunération journalière minimum. Salaire global et indemnités de logement des travailleurs.

.../...

- d) Règlement n°7/59 du 24 février 1959 fixant les taux d'équivalence de la ration hebdomadaire des travailleurs et autorisant la remise de la contrevalour en espèces du logement dans les différents territoires de l'Urundi.
- e) Ordonnance n°22/43 du 23 janvier 1959 - Contrat de travail - Mesures d'exécution.
- f) Ordonnance législative n°22/244 modifiant les décrets coordonnés sur le contrat de travail.

2.- Contrat d'emploi.

- a) L'ordonnance législative n°22/99 du 25 février 1959 modifie l'article 14, 3e du décret du 25 juin 1949 sur le contrat d'emploi.
- b) L'ordonnance n°222/247 du 28/11/1959 rend exécutoire au Ruanda-Urundi le décret du 4 août 1959 concernant les changements de dénomination du FCI, de la Caisse Coloniale des Pensions et Allocations familiales pour employés, du Fonds Colonial d'allocations pour employés et du Conseil des Pensions pour employés coloniaux.
- c) L'ordonnance n°212/250 du 28/11/1959 rend exécutoire au Ruanda-Urundi le décret du 22 août 1959 modifiant le décret du 22 août 1954 réorganisant le régime des allocations familiales pour les employés.
- d) L'ordonnance n°222/248 du 28 novembre 1959 rend exécutoire au Ruanda-Urundi le décret du 31 août 1959 modifiant le décret du 7 août 1952 sur l'assurance contre la maladie et l'invalidité des employés.
- e) L'ordonnance n°222/249 du 28/11/1959 rend exécutoire au Ruanda-Urundi le décret du 22 août 1959 modifiant les décrets coordonnés par l'arrêté royal du 25 janvier 1952 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

3.- Prévoyance sociale.

- a) L'ordonnance n°222/1 du 2/1/1959 suspend l'entrée en vigueur de l'ordonnance n°21/125 du 21/9/1958 - Régime d'allocations familiales pour travailleurs indigènes.
- b) L'ordonnance n°222/28 du 24 janvier 1959 détermine la contrevalour de la ration et du logement et fixe le minimum vital pour l'application du décret du 1/8/1949 sur les accidents du travail et les maladies professionnelles des travailleurs indigènes du Ruanda-Urundi.
- c) L'ordonnance n°222/82 du 15 mai 1959 détermine la contrevalour de la ration et du logement et fixe le minimum vital pour l'application du décret du 1er août 1949 sur les accidents du travail et les maladies professionnelles des travailleurs indigènes du Ruanda-Urundi.
- d) Ordonnance n°22/238 du 25 avril 1959 - Régime d'allocations d'invalidité en faveur des travailleurs du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.
- e) Ordonnance n°22/517 du 6/10/1959 - Régime d'allocations d'invalidité en faveur des travailleurs du Congo Belge et du Ruanda-Urundi - Mesures d'exécution - Visites médicales et protocoles d'examen - Barêmes.

4.- Organisation professionnelle.

- a) Ordonnance législative n°22/133 du 12 mars 1959 - Procédure de conciliation et d'arbitrage en cas de conflit collectif du travail.
- b) Ordonnance n°22/276 du 20 mai 1959 - Associations mutualistes - Mesures d'exécution.
- c) Ordonnance n°222/169 du 28 août 1959 rendant exécutoire au Ruanda-Urundi le décret du 18 mai 1959 rendant la procédure obligatoire de conciliation et d'arbitrage en cas de conflit collectif du travail.
- d) Ordonnance n°222/172 du 4/9/1959 portant désignation des membres des commissions du travail et du Progrès Social indigène.

.../...

- e) Ordonnance n°22/487 du 1/10/1959 - Conciliation et arbitrage des conflits collectifs du travail - Entreprises de transport - Mesures d'exécution.
- f) Ordonnance n°22/515 du 8/10/1959 - Conciliation et arbitrage des conflits collectifs du travail - Mesures transitoires.
- g) Ordonnance n°22/583 du 16 novembre 1959 - Conciliation et arbitrage des conflits collectifs du travail.

5.- Règlementation du travail.

- a) Ordonnance législative n°22/236 du 6 mai 1959 - Décret du 14/3/1957 - Limitation de la durée du travail - Repos du dimanche et des jours fériés - Modifications.
- b) Ordonnance législative n°22/575 du 16 novembre 1959 - Décret du 14 mars 1957 - Limitation de la durée du travail - Repos du dimanche et des jours fériés - Modifications.

6.- Hygiène et sécurité.

- a) Ordonnance n°222/54 du 21 mars 1959 rendant exécutoire au Ruanda-Urundi l'ordonnance du Gouverneur Général n°22/555 du 26 décembre 1958 modifiant l'ordonnance n°23/247 du 23 juillet 1943 portant régime spécial des chaudières à vapeur - Visites périodiques.
- b) Ordonnance n°222/55 du 21 mars 1959 agréant des agents de l'association des industriels de Belgique pour l'étude et la propagation des engins et mesures propres à préserver les ouvriers des accidents du travail, aux fins de procéder aux visites, réceptions, éprouves et rééprouves, contrôles et examens prévus par les ordonnances prises en exécution de l'article premier du décret du 8 janvier 1952 sur la sécurité du travail au Ruanda-Urundi.
- c) Ordonnance n°441/92 du 27 mai 1959 modifiant l'ordonnance n°41/78 du 28 mai 1956 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.
- d) Ordonnance n°771/146 du 31/7/1959 classant certains lieux de travail en milieu siliceux.
- e) Ordonnance n°22/342 du 28 juin 1949 portant règlement sur l'installation et l'exploitation des engins de levage.
- f) La décision du Congo Belge n°45/22 du 14 septembre 1959, concernant les explosifs, est applicable au Ruanda-Urundi.
- g) Ordonnance n°771/263 du 12/12/1959 rendant exécutoire au Ruanda-Urundi l'ordonnance n°22/462 du 7/9/1959 modifiant l'ordonnance n°23/60 du 14/2/1952 sur le contrôle médical de la silicose.

=====

.../...

CHAPITRE II.-

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET CONDITIONS GENERALES DU TRAVAIL.-

A.- Organisation administrative.

1. Effectifs.

a) Répartition des entreprises visitées par Territoire.

| Territoires | : Nombre : d'entreprises | : Nombre de : travailleurs. |
|----------------|-----------------------------|--------------------------------|
| <u>URUNDI.</u> | | |
| Bubanza | : - | : - |
| Bururi | : - | : - |
| Kitoga | : - | : - |
| Muhinga | : - | : - |
| Muramvya | : - | : - |
| Ngozi | : - | : - |
| Rutana | : - | : - |
| Ruyigi | : - | : - |
| Usumbura | : 10 | : 2647 |
| | : 10 | : 2647 |
| <u>RUANDA.</u> | | |
| Astrida | : 16 | : 1435 |
| Biumba | : 13 | : 1243 |
| Gitarama | : 19 | : 1351 |
| Kibungu | : 19 | : 1867 |
| Kibuye | : 11 | : 1973 |
| Kigali | : 32 | : 1258 |
| Kisenyi | : 14 | : 811 |
| Nyanza | : 18 | : 2951 |
| Ruhengeri | : - | : - |
| Shangugu | : 13 | : 1285 |
| | : 155 | : 14174 |
| Totaux | : 165 | : 16821 |

b) Répartition des entreprises visitées d'après l'importance des effectifs.

| | : Usumbura | : Urundi | : Ruanda | : Totaux |
|----------------------------|------------|----------|----------|----------|
| de 1 à 10 travailleurs: | - | - | 41 | 41 |
| de 11 à 25 travailleurs: | 2 | - | 23 | 25 |
| de 26 à 100 travailleurs: | 1 | - | 52 | 53 |
| de 101 à 250 travailleurs: | 4 | - | 26 | 30 |
| de 251 et plus | 3 | - | 13 | 16 |
| Totaux | : 10 | : - | : 155 | : 165 |

.../...

c) Répartition des entreprises visitées d'après le genre d'activité.

| Catégories. | :Usumbura | | :Urundi | | : Ruanda | | : Totaux | |
|----------------------------------|---------------------|------|---------------|---|---------------|------|---------------|------|
| | : N.E. 1. : N.T. 2. | | : N.E. : N.T. | | : N.E. : N.T. | | : N.E. : N.T. | |
| | : | : | : | : | : | : | : | : |
| I. AGRICULTURE. | | | | | | | | |
| Sociétés : belges | : | : | : | : | : | : | : | : |
| étrangères | : | : | : | : | : | : | : | : |
| privés : belges | : | : | : | : | 8 | 838 | 8 | 838 |
| étrangers | : | : | : | : | : | : | : | : |
| Totaux | : | : | : | : | 8 | 838 | 8 | 838 |
| II. COMMERCE. | | | | | | | | |
| Sociétés : belges | 1 | 107 | - | - | 1 | 5 | 2 | 112 |
| étrangères | - | - | - | - | 12 | 181 | 12 | 181 |
| privés : belges | - | - | - | - | - | - | - | - |
| étrangers | - | - | - | - | 30 | 214 | 30 | 214 |
| indigènes | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Totaux | 1 | 107 | - | - | 43 | 400 | 44 | 507 |
| III. INDUSTRIE. | | | | | | | | |
| Sociétés : belges | 4 | 1948 | - | - | 11 | 534 | 15 | 2482 |
| étrangères | 2 | 132 | - | - | 7 | 514 | 9 | 646 |
| privés : belges | 1 | 18 | - | - | 11 | 680 | 12 | 698 |
| étrangers | - | - | - | - | 3 | 152 | 3 | 152 |
| Totaux | 7 | 2098 | - | - | 32 | 1880 | 39 | 3978 |
| IV. MINES & CARRIERES | | | | | | | | |
| Sociétés : belges | - | - | - | - | 1 | 755 | 1 | 755 |
| étrangères | - | - | - | - | - | - | - | - |
| privés : belges | - | - | - | - | 6 | 796 | 6 | 796 |
| étrangers | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Totaux | - | - | - | - | 7 | 1551 | 7 | 1551 |
| V. TRANSPORTS. | | | | | | | | |
| Sociétés : belges | 1 | 383 | - | - | 2 | 43 | 3 | 426 |
| étrangères | 1 | 59 | - | - | - | - | 1 | 59 |
| privés : belges | - | - | - | - | 1 | 26 | 1 | 26 |
| étrangers | - | - | - | - | 5 | 43 | 5 | 43 |
| Totaux | 2 | 442 | - | - | 8 | 112 | 10 | 554 |
| VI. MISSIONS | | | | | | | | |
| Catholiques | - | - | - | - | 6 | 182 | 6 | 182 |
| Protestantes. | - | - | - | - | 6 | 370 | 6 | 370 |
| Totaux | - | - | - | - | 12 | 552 | 12 | 552 |

VII. ADMINISTRATION.

| | | | | | | | | |
|--------------|-----|-----|-----|-----|------|--------|------|--------|
| Gouvernement | : - | : - | : - | : - | : 17 | : 2008 | : 17 | : 2008 |
| C.A.C. | : - | : - | : - | : - | : 26 | : 6250 | : 26 | : 6250 |
| Coopératives | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - |
| Totaux | : - | : - | : - | : - | : 43 | : 8258 | : 43 | : 8258 |

VIII. DIVERS.

| | | | | | | | | |
|-------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-------|-----|-------|
| Prof. libérales | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - |
| Organis. scientifiques. | : - | : - | : - | : - | : 2 | : 583 | : 2 | : 583 |
| Divers. | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - | : - |
| Totaux | : - | : - | : - | : - | : 2 | : 583 | : 2 | : 583 |

Total général : 10 : 2647 : - : - : 155 : 14174 : 165 : 16821

Note : 1.- (1) N.E. = Nombre d'entreprises
(2) N.T. = Nombre de travailleurs.

2.- La classification ci-dessus a été établie, comme en 1958, en fonction du département occupant, au sein de chacune des entreprises visitées, le pourcentage le plus élevé de M.O.I.

Par ailleurs ont été considérées comme :

- a) entreprises agricoles : les entreprises forestières, coupe de bois, entreprises d'élevage, plantations etc....
- b) entreprises commerciales : toute activité commerciale y compris les banques, les sociétés de crédit, d'assurance, les sociétés immobilières etc....
- c) entreprises industrielles : les menuiseries, entreprises de construction, scieries, bars, restaurants, hôtels, briqueteries etc...
- d) entreprises minières : les mines, sablières et carrières;
- e) entreprises de transport : les garages, agences et entreprises de transport etc....

d) Répartition des travailleurs contrôlés d'après leur qualification.

| Zônes d'activité | Commis | Capitas | Qualifiés | Manoeuvres | Totaux |
|------------------|--------|---------|-----------|------------|---------|
| Usumbura | : 79 | : 84 | : 573 | : 1911 | : 2647 |
| Urundi | : - | : - | : - | : - | : - |
| Ruanda | : 291 | : 298 | : 1284 | : 12301 | : 14174 |
| Totaux | : 370 | : 382 | : 1857 | : 14212 | : 16821 |
| % | : 2,2 | : 2,3 | : 11 | : 84,5 | : 100 % |

Note : a) Tout comme l'année précédente il y a lieu de considérer que le nombre de femmes et de jeunes filles est négligeable. Leur emploi est limité aux hôpitaux, aux écoles et, lors de la récolte, à certaines plantations.

b) La répartition des travailleurs en adultes et non adultes donne le tableau suivant :

| Zônes d'activité | Adultes | Non-Adultes | Totaux |
|------------------|---------|-------------|---------|
| Usumbura | : 2646 | : 1 | : 2647 |
| Urundi | : - | : - | : - |
| Ruanda | : 13988 | : 186 | : 14174 |
| Totaux | : 16634 | : 187 | : 16821 |
| % | : 98,9 | : 1,1 | : 100 |

.../...

Le nombre des non-adultes au travail a encore décreu depuis l'année précédente.

En effet, il se limite à 1,1% du total des travailleurs en service pour 1,6% en 1958 et 4,3% en 1957.

Les employeurs ont fini par se rendre compte du peu d'intérêt qu'offrait cette main-d'oeuvre relativement chère par rapport au rendement obtenu. D'un autre côté, certains d'entre eux ont résolu la question en se tournant résolument, vis à vis des jeunes indigènes qu'ils employaient au moment de la récolte, vers un contrat de sous-entreprise. Ce procédé, d'un contrôle aisé, permet un rendement en relation avec le coût.

e) Répartition des travailleurs contrôlés d'après la nature des contrats.

| Zônes d'activité | : à durée déterminée | : à durée indéterminée | : journaliers et temporaires. | : Totaux |
|------------------|----------------------|------------------------|-------------------------------|----------|
| Usumbura | : 375 | : 2272 | : - | : 2647 |
| Urundi | : - | : - | : - | : - |
| Ruanda | : 999 | : 5975 | : 7200 | : 14174 |
| Totaux | : 1374 | : 8247 | : 7200 | : 16821 |
| % | : 8,2% | : 49% | : 42,8% | : 100% |

f) Répartition des travailleurs contrôlés d'après leur origine.

| | : Originaires du R.U. | : Originaires du Congo Belge | : Etrangers | : Totaux |
|----------|-----------------------|------------------------------|-------------|----------|
| Usumbura | : 657 | : 1984 | : 6 | : 2647 |
| Urundi | : - | : - | : - | : - |
| Ruanda | : 13865 | : 295 | : 14 | : 14174 |
| Totaux | : 14522 | : 2279 | : 20 | : 16821 |
| % | : 86,3 | : 13,6 | : 0,1 | : 100 |

g) Répartition des travailleurs contrôlés d'après leur situation familiale.

| | : Célibataires | : Mariés sans enfants | : Mariés avec enfants | : Polygames | : Etat-civil inconnu | : Totaux |
|----------|----------------|-----------------------|-----------------------|-------------|----------------------|----------|
| Usumbura | : 1082 | : 341 | : 1220 | : 4 | : - | : 2647 |
| Urundi | : - | : - | : - | : - | : - | : - |
| Ruanda | : 1352 | : 498 | : 3792 | : 59 | : 8473 | : 14174 |
| Totaux | : 2434 | : 839 | : 5012 | : 63 | : 8473 | : 16821 |
| % | : 14,5 | : 5 | : 29,8 | : 0,4 | : 50,3 | : 100 |

Note : 1) Les 5012 travailleurs mariés monogames, avec enfants, ont au total : 12781 enfants se répartissant comme suit :
 Usumbura : 3103 enfants
 Ruanda : 9678 enfants.

En ce qui concerne les polygames, ils auraient au total 298 enfants soit :

à Usumbura : 4 enfants
au Ruanda : 290 enfants.

- 2) A Usumbura sur les 2747 travailleurs contrôlés, et pour lesquels d'ailleurs des renseignements complets ont pu être obtenus, il y a 1220 mariés avec enfants, ce qui donne une proportion de + 44 ménages avec enfants par 100 travailleurs (pour 55 en 1958). La moyenne d'enfants par 100 travailleurs est de 117 (pour 132 en 1958) tandis que la moyenne d'enfants par ménage est de 2,54 (pour 2,41 en 1958).
- 3) Au Ruanda sur 5701 travailleurs dont la situation familiale est connue exactement, il y a 3792 mariés avec enfants soit une proportion de 66,5 ménages avec enfants par 100 travailleurs (pour 68,1 en 1958).
La moyenne d'enfants par 100 travailleurs est de 169 (pour 168 en 1958) tandis que la moyenne d'enfants par ménage avec enfants est de 2,56 (pour 2,4 en 1958).
- 4) Pour l'ensemble du Ruanda-Urundi, le nombre de ménages avec enfants par 100 travailleurs est de 59,3 (64,5 en 1958) tandis que la moyenne d'enfants par ménage est de 2,55 (2,4 en 1958).

=====

2.- Registre ou Fichier du Personnel.

| | 0 | (1) | 1 | (1) | 2 | (1) | 3 | (1) | Totaux |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|----------------------------------|----------------|----------------------------------|------------------|----------------------------------|----------------|----------------------------------|
| Entreprises: Travail- : leurs | | | Entreprises: Travail- : leurs | | Entreprises: Travail- : leurs | | Entreprises: Travail- : leurs | | Entreprises: Travail- : leurs |
| Nom-: % : re | 6 : 60 % : 1880 | 4 : 40 % : 767 | 29 % : 29 | 15, 2% : 25 | 16 % : 25 | 14, 5% : 2057 | 57, 2% : 8102 | 100 % : 155 | 100 % : 14174 |
| Totaux | 23 | 28 | 2921 | 25 | 25 | 2057 | 8102 | 165 | 16821 |
| % | 13,9 | 22,2 | 17,3 | 15,2 | 12,3 | 54 | 48,2 | 100 | 100 |

Note : (1)

- 0 : registre ou fichier tenu conformément aux dispositions légales;
- 1 : registre ou fichier bien tenu dans l'ensemble, l'un ou l'autre renseignement secondaire faisant toutefois défaut;
- 2 : registre ou fichier mal tenu et non à jour;
- 3 : registre ou fichier inexistant.

114 entreprises sur 165 soit 69,1% ont un registre ou un fichier mal tenu ou encore n'ont ni registre ni fichier. Elles occupent ensemble 10159 travailleurs soit 60,3 % du total des travailleurs contrôlés. On ne peut à vrai dire, signaler une amélioration dans ce domaine car si le pourcentage d'entreprise en défaut est passé de 72,5% en 1958 à 69,1% en 1959, par contre le pourcentage de travailleurs employés dans lesdites entreprises a augmenté dans des proportions considérables : 44,06% en 1958 pour 60,3% en 1959.

Dans ce domaine, l'instabilité notoire de la main d'oeuvre ainsi que la visible répugnance que montrent les travailleurs indigènes à fournir des renseignements d'identité, ont visiblement découragé les employeurs.

D'autre part, étant donné qu'aucune sanction n'est prévue par le code, à ce sujet, seule la persuasion peut être efficace, et ce n'est pas toujours suffisant.

3. - Livrets de travail.

| | 0 | (1) | 1 | (1) | 2 | (1) | 3 | (1) | Totaux. |
|----------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs | Entreprises: Travail- : leurs |
| | Nom-: % : re | Nom-: % : re | Nom-: % : re | Nom-: % : re | Nom-: % : re | Nom-: % : re | Nom-: % : re | Nom-: % : re | Nom-: % : re |
| Usumbura | 4 : 40% | 1550 : 58,6% | 2 : 20% | 564 : 21,3% | 4 : 40% | 533 : 20,1% | - : - | 10 : 100% | 2647 : 100% |
| Urundi | - : - | - : - | - : - | - : - | - : - | - : - | - : - | - : - | - : - |
| Ruanda | 15 : 9,9 | 1356 : 9,6 | 36 : 23,2 | 3637 : 25,7 | 71 : 45,8 | 4315 : 304 | 33 : 21,1 | 4866 : 34,3 | 155 : 100 |
| Totaux | 19 : - | 2906 : - | 38 : - | 4201 : - | 75 : - | 4848 : - | 33 : - | 4866 : - | 165 : - |
| % | 11,5 | 17,3 | 23 | 25 | 45,5 | 28,8 | 20 | 28,9 | 100 |

Note : (1) : 0 - Livrets tenus conformément aux dispositions légales;
 1 - Livrets corrects à peu de chose près;
 2 - Livrets mal tenus;
 3 - pas de livrets.

108 entreprises, soit 65,45 % du nombre total d'entreprises contrôlées sont en infraction flagrante, soit que les livrets de travail y soient mal tenus, soit qu'ils soient inexistantes. Ces 108 entreprises occupent 9714 travailleurs (soit 57,74 % du total).

Tout comme en 1958, la plus grosse partie des entreprises en défaut est constituée par les CAC et les diverses exploitations de la colonie. Aucun effort n'a pu être constaté dans ce domaine, au cours du précédent exercice. Toutefois, étant donné que les comptables des chefferies et de la colonie ont assisté au cours donnés au Ruanda, par le Service du Travail, une nette amélioration peut être espérée.

Les missions catholiques, par contre, ont effectué un gros effort de régularisation en 1959. Un Révérend Père chargé des oeuvres sociales pour le Vicariat de Kabgayi, veille personnellement au respect de la législation et édite des brochures explicatives. Les résultats de cette bonne volonté ne se sont d'ailleurs pas fait attendre.

Le nombre d'entreprises en règle a légèrement augmenté - 34,5 % en 1959 pour 32,5 % en 1958. Par contre le nombre de travailleurs en infraction passe de 40,9% à 57,7%.

Toutefois cette augmentation est factice car elle résulte de l'accroissement de la proportion de main d'oeuvre inspectée dans les CAC et des divers organismes du Gouvernement, très nettement en défaut en ce qui concerne les livrets de travail. Constatons en effet que en 1958, 13184 travailleurs du Gouvernement avaient été contrôlés sur un total de 34.407 (soit 38,3%) pour 8258 sur 16821 en 1959, soit 49,1%.

Le secteur privé a donc poursuivi en 1959 l'effort entrepris en 1958. Aucune dérogation n'a été accordée cette année, sur base de l'article 53 de l'ordonnance n°22/43 du 23/1/1959.

4. - Cartes de Travail et de Pointage.

| | 0 | | 1 | | 2 | | Totaux. | | | | |
|----------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|------|------|-----|
| | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | | | |
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | | | |
| Usumbura | 8 | 80 | 2522 | 95,3 | 1 | 10 | 18 | 0,7 | 2647 | 100 | |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Ruanda | 33 | 21,3 | 2435 | 17,2 | 43 | 27,7 | 79 | 51 | 155 | 100 | |
| Totaux | 41 | - | 4957 | - | 44 | - | 80 | - | 165 | - | |
| % | | 25 | | 29,5 | | 26,6 | | 48,4 | | 45,2 | 100 |

Note : 0 = Entreprises en règle.
 1 = Entreprises partiellement en règle.
 2 = Entreprises en défaut.

Dans l'ensemble il n'y a guère eu de grosses modifications par rapport à la situation enregistrée en 1958.
 Seule une légère amélioration peut être enregistrée, en effet :
 - entreprises en règle : 25 % en 1959 pour 22,3 % en 1958;
 - entreprises partiellement en règle : 26,6% en 1959 pour 25,9 en 1958;
 - entreprises en défaut : 48,4 % en 1959 pour 51,8% en 1958.

B.- Conditions générales du Travail.

1. Minima légaux.

L'ordonnance n°222/27 du 24 janvier 1959 a fixé comme suit le minimum légal des différents éléments de la rémunération, pour l'année 1959.

Salaire : Janvier : Usumbura = 11,75 frs par jour
partout ailleurs = 7,65 frs par jour
à partir du 1/2/1959: Usumbura = 12,50 frs par jour
partout ailleurs + 8,50 frs par jour.

Ration et Allocation alimentaire:

- a) A Usumbura, l'obligation de remettre la ration en nature avait été abrogée en avril 1958. Cette suppression a été maintenue en 1959.
- b) A l'intérieur de l'Urundi et du Ruanda, l'ordonnance n°222/27 du 24 janvier 1959 abroge l'obligation, pour l'employeur, de remettre aux travailleurs agricoles ou aux travailleurs ordinaires ou légers, disposant de terres de cultures sur les lieux du travail, la ration réduite de 750 grs de viande.
- Cette suppression n'a fait qu'entériner une situation de fait. La distribution de viande était devenue l'exception à l'intérieur car les Résidents accordaient d'office, l'autorisation de payer en espèces cette ration réduite.
- Il y a lieu de noter que désormais le terme ration est réservé aux remises en nature; l'allocation alimentaire signifiant la remise en espèces.

L'ordonnance n°222/27 du 24 janvier 1959 précise en son article 4 que la ration journalière est composée conformément à son annexe 2. Toutefois l'employeur est autorisé à remettre une ration réduite correspondant à 40% de la ration complète à ceux de ses travailleurs occupés à des travaux agricoles ou à des travaux ordinaires ou légers, pour autant que ces travailleurs disposent de terres de cultures sur les lieux du travail, ou à proximité de ceux-ci.

L'article 5 précise, qu'à partir du 1/2/1959, le montant de l'allocation alimentaire complète, là où le paiement en est autorisé par le Résident, est fixé conformément à l'annexe 1, colonnes 5, 6, 7 et le montant de l'allocation alimentaire réduite, dans les mêmes conditions, est fixé conformément à l'annexe 1, colonne 8, à savoir :

Allocations alimentaires complètes (fixées en vertu des règlements des Résidents) pour travailleurs ordinaires :

- 7,63 fr par jour pour le Territoire de Kibungu;
- 8,15 fr par jour pour tous les territoires de l'Urundi sauf Usumbura;
- 8,32 fr par jour pour le territoire de Kigali;
- 9,01 fr par jour pour les territoires de Kibuye et Ruhengeri;
- 9,19 fr par jour pour les territoires de Nyanza, Astrida, Shangugu, Kisenyi, Biumba et Gitarama;
- 10,23fr pour le territoire d'Usumbura.

Le paiement de l'allocation alimentaire est autorisé à tous les travailleurs ordinaires ou légers n'appartenant pas à une entreprise minière et recevant la ration complète à l'exception :

- sur décision des Résidents, des travailleurs qui ne pourraient se procurer sur place tous ou certains des éléments entrant dans la composition de la ration;
- des recrutés ou des engagés au cours de leur acheminement vers le lieu du travail.

Au Ruanda, la remise de l'allocation alimentaire partielle aux travailleurs exécutant des travaux lourds et à tous les travailleurs des entreprises minières recevant la ration complète pourra être autorisée, par décision à prendre dans chaque cas d'espèce, par le Résident. Cette allocation alimentaire partielle ne pourra couvrir que des éléments de la ration, autres que les matières grasses.

.../...

En Urundi, le paiement de l'allocation alimentaire n'est pas autorisé aux travailleurs appartenant à une entreprise minière et résidant à plus de 10 Kms du lieu de leur travail pour tous les éléments de la ration sauf pour la viande et le poisson séché.

Logement:

Les taux n'ont pas été modifiés et sont restés fixés à :
3,50 frs par jour pour les travailleurs résidant dans les C.E.C. d'Usumbura et le faubourg rural;
0,60 frs par jour partout ailleurs.

A partir du 1/2/1959 l'ordonnance n°222/27 du 24 janvier 1959 supprimait la discrimination existant en matière de logement, entre les travailleurs réguliers et les travailleurs journaliers et temporaires. Ces derniers, en effet ne touchaient pas d'indemnité pour autant qu'ils disposent de terres de cultures sur les lieux du travail ou à proximité.

Depuis lors, tous les travailleurs touchent l'indemnité de logement, ce qui constitue un net progrès au point de vue social.

Salaires global:

- 21 frs par jour dans le Territoire de Kibungu et dans tous les territoires de l'Urundi sauf Usumbura;
- 22 frs par jour dans le territoire de Kigali;
- 23 frs par jour dans tous les autres territoires du Ruanda;
- 24 frs par jour pour les travailleurs prêtant leurs services dans le territoire d'Usumbura, mais en dehors de la C.U., des C.E.C. et des sous-chefferies Katumba, Muramvya, Kikoma et de la chefferie Mushasha centre.
- 29 frs par jour pour les travailleurs prêtant leurs services dans la C.U. et les C.E.C. d'Usumbura et y résidant.

x

x

x

Les taux fixés ci-dessus, en ce qui concerne le salaire et la ration, sont ceux fixés pour la catégorie des travailleurs dits " ordinaires ".

.../...

2. - Salaires.

=====

| 1 | Salaires Global | | | | Rémunération détaillée | | | | | | Total des colonnes : 5 et 10. |
|----------|---------------------------------|---------------------------------|----------------------------|--------|--------------------------------|--|--|---------------------------------------|--------|--|-------------------------------|
| | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | | |
| | entre 100 et 110% du min. légal | entre 110 et 125% du min. légal | plus de 125% du min. légal | Total | salair inférieur au min. légal | salair entre 100 et 110% du min. légal | salair entre 110 et 125% du min. légal | salair supérieur à 125% du min. légal | Total | | |
| Usumbura | 331 | 87 | 389 | 807 | 6 | 506 | 551 | 777 | 1840 | | |
| Urundi | 273 | 217 | 1116 | 1606 | 968 | 7053 | 1017 | 3530 | 2647 | | |
| Ruanda | 604 | 304 | 1505 | 2413 | 974 | 7559 | 1568 | 4307 | 14174 | | |
| Totaux | 3,6 | 1,8 | 8,9 | (14,3) | 5,8 | 44,9 | 9,4 | 25,6 | (85,7) | | |
| % | | | | | | | | | | | |

Comparé à celui de 1958, ce tableau appelle les commentaires suivants :

- a) - Le nombre de travailleurs touchant un salaire inférieur au minimum légal a continué à diminuer dans de notables proportions concrétisant ainsi, dans la mesure des possibilités existantes, l'efficacité du contrôle de l'Inspection du Travail. Il serait intéressant de comparer ces chiffres avec ceux qu'on pourrait obtenir en Urundi, où il n'y a plus d'Inspecteur depuis plus d'un an et demi, mais le service est dans l'impossibilité d'établir, à l'heure actuelle, de telles statistiques, faute de personnel.
- b) - Parallèlement on observe une légère régression de travailleurs touchant un salaire global (8,9 en 1959 pour 11,1% en 1958) mais une forte augmentation de travailleurs touchant plus de 125% du minimum légal. Il semble donc, d'après les chiffres obtenus, qu'un tassement des salaires se soit effectué par réduction des extrêmes (inférieurs au minimum légal et salaires globaux). L'avenir nous apprendra si ce mouvement amorcé va se prolonger ou s'il s'agit uniquement d'une indication occasionnelle et due en grande partie, au trop petit nombre d'unités statistiques étudiées.

=====

3. Rations.

a) USUMBURA :

Sur les 2647 travailleurs contrôlés, 807 (soit 30,5%) touchent un salaire global et ne reçoivent, de ce fait, ni ration, ni allocation alimentaire.

Les 1840 travailleurs à rémunération détaillée touchent tous une allocation alimentaire complète égale au minimum légal.

b) RUANDA :

Dans cette résidence 780 travailleurs sur 14174 soit 5,5%, recevaient une ration, ou une allocation alimentaire, inférieure au minimum légal.

Par contre 10.003 travailleurs, soit 70,7% touchent une allocation alimentaire réduite égale au minimum légal. Or c'est ici que le bât blesse. En effet, il est pratiquement impossible à l'Inspecteur, de savoir si les travailleurs jouissent, oui ou non, des conditions suffisantes pour ne toucher qu'une allocation alimentaire réduite. Des abus existent qui ont d'ailleurs déjà été signalés dans le rapport annuel 1958, mais ils sont difficilement réprimables. C'est pourquoi, d'ailleurs, un des buts du Service de l'Inspection du Travail réside-t-il dans la suppression de la discrimination en matière de ration et d'allocations alimentaires.

Cette uniformisation permettra, entre autres avantages, de réduire, dans de notables proportions, l'écart de rémunération, existant entre l'intérieur du Ruanda-Urundi et Usumbura, et, en conséquence, d'éviter, ou de réduire, l'afflux de travailleurs vers Usumbura.

Le tableau ci-dessous indique la répartition des rations et allocations alimentaires, touchées par les travailleurs.:

| | : Usumbura | : % | : Ruanda | : % |
|--|------------|------|----------|------|
| Travailleurs à salaire global : | 807 | 30,5 | 1606 | 11,3 |
| Travailleurs à ration complète en nature :- | | | | |
| - inférieure au min.légal | - | - | 712 | 5 |
| - égale au minimum légal | - | - | 169 | 1,1 |
| - supérieure au min.légal | - | - | 37 | 0,3 |
| Travailleurs à allocation alimentaire complète.- | | | | |
| - inférieure au min.légal | - | - | 37 | 0,3 |
| - égale au minimum légal | 1840 | 69,5 | 956 | 6,7 |
| - supérieure au min.légal | - | - | 2 | - |
| - 1/2 espèces, 1/2 nature | - | - | 455 | 3,2 |
| Alloc.al.réduite en nature | | | | |
| - inférieure au min.légal | - | - | 7 | - |
| - égale au minimum légal | - | - | 24 | 0,2 |
| - supérieure au min.légal | - | - | - | - |
| Allocation alimentaire réduite en espèces :- | | | | |
| - inférieure au min.légal | - | - | 24 | 0,2 |
| - égale au minimum légal | - | - | 10003 | 70,7 |
| - supérieure au min.légal | - | - | 72 | 0,5 |
| Travailleurs ne recevant pas de ration : | - | - | 70 | 0,5 |
| Totaux | 2647 | 100 | 14174 | 100 |

4.- Logement.-
=====

| | En nature | | En espèces | | Pas de logement | | Journaliers et temporaires | | Travailleurs à salaire global | | Totaux | |
|----------|-------------------|-----|-------------------|------|-------------------|-----|----------------------------|---|-------------------------------|------|-------------------|-----|
| | travail- leurs | % | travail- leurs | % | travail- leurs | % | travail- leurs | % | travail- leurs | % | travail- leurs | % |
| Usumbura | - | - | 1840 | 69,5 | - | - | / | / | 807 | 30,5 | 2647 | 100 |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ruanda | 812 | 5,8 | 11643 | 82,1 | 113 | 0,8 | / | / | 1606 | 11,3 | 14174 | 100 |
| | 812 | 4,8 | 13483 | 80,2 | 113 | 0,7 | / | / | 2413 | 14,3 | 16821 | 100 |

Remarque : La subdivision de l'année précédente qui indiquait le nombre de journaliers et de temporaires ne touchant pas l'indemnité de logement est sans objet. En effet à partir du 1 février 1959 ces travailleurs ont bénéficié de l'indemnité.

Note :

- Comme il a été signalé précédemment, tous les travailleurs, y compris les journaliers et les temporaires, touchent l'indemnité de logement depuis le 1 février 1959.
- Le nombre d'infractions relevées dans ce domaine est pratiquement nul puisque 113 travailleurs seulement sur 16821, soit 0,7% ne bénéficient pas de cet avantage.
- Suite à la récession, qui a durement touché les exploitations minières, et à l'important licenciement de main d'œuvre qui s'en est suivi, le total des travailleurs recevant le logement en nature a diminué : 4,8% en 1959 pour 7,2% en 1958.

=====

5.- Allocations familiales.

a) USUMBURA.-

Des 10 entreprises ayant fait l'objet d'une inspection complète 4, soit 40% (28,4% en 1958) accordent des allocations familiales.

Ces entreprises occupent ensemble 1119 travailleurs (42,27% des travailleurs contrôlés à Usumbura), ayant au total 887 femmes et 1959 enfants.

Quant aux bénéficiaires d'allocations, ils sont respectivement, 348 femmes et 1088 enfants.

b) RUANDA.-

48 entreprises, sur un total de 155 (soit 30,9%) accordent des allocations familiales. Elles occupent ensemble 9218 travailleurs (65,03% du total) pour lesquels seuls, 1532 femmes et 4965 enfants ont pu être relevés.

Le nombre de bénéficiaires d'allocations est respectivement de 1436 femmes et de 3999 enfants.

Le gouvernement et les CAC interviennent dans ces chiffres, à raison de 814 femmes et 2277 enfants.

c) Taux des allocations.

Pour les travailleurs du Gouvernement les taux sont les suivants:

- travailleurs résidant dans les C.E.C. d'Usumbura :

- 30 frs par mois par enfant

- 50 frs par mois pour l'épouse;

- travailleurs résidant partout ailleurs :

- 25 frs par mois par enfant

- 25 frs par mois par épouse.

Dans le privé les taux varient d'une entreprise à l'autre mais ils sont au moins équivalents à ceux en vigueur au Gouvernement.

.../...

6.- Congés Payés.

| | Entreprises en règle | | Entreprises partiel- lement en règle (1) | | Entreprises non en règle | | Sans objet | | Totaux | |
|----------|----------------------|------|---|------|-----------------------------|------|------------|-----|--------|------|
| | E | % | T | % | E | % | T | % | E | % |
| Usumbura | 9 | 90 | 2629 | 99,3 | - | - | 18 | 0,6 | - | - |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | 10 | 100 |
| Ruanda | 74 | 47,8 | 6866 | 48,4 | 21 | 13,5 | 1558 | 11 | 44 | 28,4 |
| Totaux | 83 | 50,3 | 9495 | 56,4 | 21 | 12,7 | 1558 | 9,3 | 45 | 27,3 |
| | | | | | | | | | 16 | 9,7 |
| | | | | | | | | | 808 | 4,8 |
| | | | | | | | | | 165 | 100 |
| | | | | | | | | | 16821 | 100 |

Note : (1) : Ont été considérées comme partiellement en règle les entreprises ayant accordé des congés payés à une partie de leur personnel ou ayant simplement omis de payer la prime de régularité.

(2) : E = Entreprise - T = travailleurs.

- A Usumbura, parmi les 10 entreprises visitées, 9 étaient en règle, tandis qu'une seule entreprise de 18 travailleurs n'avait pas régularisé sa situation.

Par rapport à 1957 où 44% des employeurs n'avaient pas accordé de congés payés à leurs travailleurs, l'amélioration est très encourageante et fort significative de l'utilité de contrôles réguliers.

A l'intérieur une nette amélioration également a été constatée, puisque 61,3% des entreprises, sont en règle, ou partiellement en règle, pour 44% en 1958.

7.- Revenu moyen journalier.

a) USUMBURA.

Le revenu moyen journalier du travailleur s'établit à 41,22 frs pour 32,60 frs en 1958. Toutefois il nous est impossible de nous prononcer sur le caractère de cette augmentation vu le trop petit nombre d'inspections effectuées et, en conséquence le manque de signification profonde de cette moyenne. Le tableau ci-après donne un aperçu des chiffres relevés.

| Revenu moyen journalier du travailleur-(en frs) : | Nombre de firmes | :Nombre de travailleurs occupés. |
|---|------------------|----------------------------------|
| - de 20 | - | - |
| de 21 à 30 | 1 | 1086 |
| de 31 à 40 | - | - |
| de 41 à 50 | 5 | 1072 |
| de 51 à 60 | 3 | 430 |
| de 61 à 70 | 1 | 59 |
| de 71 à 80 | - | - |
| de 81 à 90 | - | - |
| plus de 100 | - | - |
| Renseignements inconnus | - | - |
| Total | 10 | 2647 |

b) RUANDA.-

Le revenu moyen journalier du travailleur est de 20,97 pour 20,21 en 1958 et 18,17 frs en 1957.

Une légère augmentation doit être notée (76 cms) par rapport à l'année précédente.

La répartition des firmes et des travailleurs, d'après le revenu moyen journalier, donne le tableau suivant :

| Revenu moyen journalier du travailleur (en frs) : | Nombre de firmes | :Nombre de travailleurs occupés |
|---|------------------|---------------------------------|
| - de 10 | 5 | 625 |
| de 10 à 11 | 2 | 13 |
| de 11 à 12 | 3 | 85 |
| de 12 à 13 | 7 | 307 |
| de 13 à 14 | 11 | 934 |
| de 14 à 15 | 6 | 522 |
| de 15 à 16 | 9 | 2241 |
| de 16 à 17 | 9 | 1953 |
| de 17 à 18 | 14 | 1335 |
| de 18 à 19 | 6 | 963 |
| de 19 à 20 | 5 | 208 |
| de 20 à 25 | 35 | 3536 |
| de 25 à 30 | 14 | 581 |
| de 30 à 50 | 19 | 505 |
| plus de 50 | 9 | 279 |
| Renseignement inconnu | 1 | 87 |
| Total | 155 | 14174 |

Il n'y a aucune modification notable dans la répartition par catégories.

8.- Amendes et Retenues;.-

Les employeurs n'imposent plus que de très rares amendes.
La difficulté croissante éprouvée par les entreprises à se procurer de la main d'oeuvre stable au Ruanda fait hésiter les patrons à employer une sanction qui heurte profondément les travailleurs et les pousse à abandonner le travail.

Toutefois, quelques C.A.C. imposent encore des amendes qui correspondent parfois à plusieurs journées de rémunération.

Le registre des amendes et retenues fait souvent défaut et de nombreuses entreprises n'opèrent pas toujours le versements des amendes à l'OMEI, comme elles devraient légalement le faire.

=====

10.- Avances.

Les privés répugnent visiblement à faire des avances car trop souvent les travailleurs qui en ont bénéficiés ont abandonné le travail peu après, rendant ainsi tout remboursement impossible. Seuls les travailleurs réguliers offrant toute garantie de remboursement à leur patron en reçoivent.

Les règlements comptables ne le permettant pas, il n'est officiellement pas accordé d'avances au personnel du Gouvernement et des C.A.C.

Les remboursements ne provoquent pas de difficultés.

11.- Approvisionnements.

Il n'a pas été enregistré de plaintes à ce sujet.

x

x

x

12. - Rémunération des malades.

| | Néant | | Légale | | supérieure au minimum inférieure au minimum | | légal | | légal | | Total | | | | | | | | | |
|----------|-------------|--------------|-------------|--------------|---|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------|------|-----|-----|-----|-----|------|-------|-------|-----|
| | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | | | | | | | | | | |
| | Nomb. | % | Nomb. | % | Nomb. | % | Nomb. | % | Nomb. | % | | | | | | | | | | |
| Usumbura | - | - | 7 | 70 | 2463 | 93 | 2 | 20 | 166 | 6,3 | 1 | 10 | 18 | 0,7 | 10 | 100 | 2647 | 100 | | |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | | |
| Ruanda | 31 | 20 | 14,1 | 28 | 18 | 1467 | 10,4 | 85 | 54,9 | 9979 | 70,4 | 11 | 7,1 | 716 | 5,1 | 155 | 100 | 14174 | 100 | |
| Totaux | 31 | 18,8 | 2012 | 12 | 35 | 21,2 | 3930 | 23,4 | 87 | 52,7 | 10145 | 60,3 | 12 | 7,3 | 734 | 4,3 | 165 | 100 | 16821 | 100 |

Note : La situation s'est légèrement détériorée par rapport à 1958 - 12 % des travailleurs (9,9 % en 1958) ne touchent pas de rémunération en cas de maladie et 4,3 % (3,4 % en 1958) touchent une rémunération inférieure au minimum légal.

Par contre 60,3% touchent une rémunération supérieure au minimum légal, pour 58,2 % en 1958. Très souvent, surtout chez les colons agricoles, les soins médicaux ne sont pas accordés à la famille des travailleurs. Signalons toutefois que ces employeurs ne sont pas entièrement responsables de cette situation. En effet, la grande instabilité de la main d'oeuvre utilisée, ajoutée aux difficultés d'identification, propres à l'intérieur au Ruanda-Urundi, rendent difficilement applicable ce point de la législation. Malgré divers avertissements, les missions protestantes continuent à facturer les soins médicaux aux travailleurs et à leur famille.

=====

CHAPITRE III. DISCIPLINE ET RENDEMENT.

1.- Attitude des travailleurs.

Il y a eu 12 conflits collectifs du travail en 1959 soit le double de 1958. Ces grèves ont eu lieu :

au C.F.L.
à SIRUCC
à METALUSA
chez KUNVARI
chez SARIS
à FERUSA
à SEDEC MOTORS
chez STASSE
à l'hôtel RESIDENCE
parmi les moniteurs de l'enseignement catholique
chez MASSART
chez TRABEKA.

Toutefois, signalons que chez plusieurs employeurs et notamment STASSE, RESIDENCE, MASSART et TRABEKA ces grèves n'ont été, en fait, qu'un arrêt collectif du travail que l'intervention immédiate des autorités a immédiatement aplani.

Un total de 665 travailleurs y ont été mêlés, contre 563 en 1958, cependant le nombre de journées de travail perdues a sensiblement diminué, 785 pour 969 en 1958; l'intervention syndicale n'a été à la base que d'une seule grève, la grève des moniteurs. Toutefois l'intervention des délégués syndicalistes a été sollicitée lors de l'arrêt du travail au CFL.

Augmentations de salaires et revendications diverses à caractère social ont été les causes profondes des arrêts de travail enregistrés en février et mars 1959.

A l'intérieur par contre, aucun incident de ce genre n'est à signaler, du moins à caractère social. Par contre la guerre civile qui endeuilla le Ruanda au cours des mois d'octobre et de novembre, eu une grave répercussion sur les entreprises de l'endroit. A l'exception des sociétés minières, dont les travailleurs encampés, sont restés en dehors du mouvement, pratiquement toute l'activité économique de cette résidence, a été arrêtée. En outre, dès le début du mois d'octobre, les travailleurs du territoire de Biumba, en guise de protestation contre la mutation d'un chef, ont collectivement abandonné le travail. Malheureusement, étant donné que cette résidence a été privée d'inspecteur dès la fin du mois d'août, il n'a pas été possible d'obtenir de chiffres, à ce sujet.

Comme il a déjà été signalé à plusieurs reprises au cours de ce rapport annuel il est regrettable qu'un tel manque d'effectifs empêche l'inspection du travail de garder un contact étroit, tant avec les employeurs que les travailleurs, et néglige de la sorte, et par la force des choses, ce qui reste son principal objectif.

=====

2.- Absentéisme.

| | moins de 2 % | | de 2 à 5 % | | de 5 à 10 % | | Plus de 10 % | | Total. | | | | | | | | | | | |
|----------|--------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|-----|-----|----|------|------|------|-----|-----|-------|-----|
| | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | | | | | | | | | | |
| | Nomb- re | % | Nomb- re | % | Nomb- re | % | Nomb- re | % | Nomb- re | % | | | | | | | | | | |
| Usumbura | 5 | 50 | 1933 | 73,1 | 3 | 30 | 671 | 25,3 | 1 | 10 | 25 | 0,9 | 1 | 10 | 18 | 0,7 | 10 | 100 | 2647 | 100 |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ruanda | 52 | 33,6 | 7649 | 54 | 17 | 11 | 1627 | 11,5 | 14 | 9 | 823 | 5,8 | 72 | 46,4 | 4075 | 28,7 | 155 | 100 | 14174 | 100 |
| Totaux | 57 | 34,6 | 9582 | 57 | 20 | 12,1 | 2298 | 13,7 | 15 | 9,1 | 848 | 5 | 73 | 44,2 | 4093 | 24,3 | 165 | 100 | 16821 | 100 |

Note : L'absentéisme reste toujours extrêmement important puisqu'il est supérieur à 10 % dans 44,2% des entreprises (pour 42,4 % en 1958). Une fois de plus l'intérieur se taille la part du lion, dans ce domaine. En effet, à Usumbura, 1 seule entreprise, n'employant d'ailleurs que 18 travailleurs est rangée dans cette catégorie.

Il est fort curieux de constater que malgré l'important licenciement de main d'oeuvre occasionné, surtout dans les entreprises minières, par la crise économique, le taux de l'absentéisme ne varie guère.

On aurait certes pu croire que la main d'oeuvre disponible aurait augmenté dans de notables proportions, or ce n'est nullement le cas. Tout se passe comme si ces travailleurs avaient été purement et simplement réabsorbés par leur milieu coutumier, sans difficulté, et faut-il le dire, sans regrets de leur part. Ce phénomène a, dans certains cas, atteint des proportions telles que certains colons agricoles, installés près des exploitations minières, continuent à se plaindre de pénurie de main d'oeuvre alors que ces sociétés ont licencié plus de la moitié de leur personnel.

Dès lors, il nous faut bien constater que le travail rémunéré reste, à l'intérieur, un appoint, fort apprécié certes, mais nullement indispensable, et que c'est de cette donnée qu'il s'agira de partir lorsqu'on se résoudra à envisager la progression rationnelle du niveau de vie des travailleurs qui y sont occupés. ~~en service.~~

=====

3.- RENDEMENT.-

| | Très bon | | normal | | laisse à désirer | | mauvais | | Total | | | | | |
|----------|-------------|--------------|-------------|--------------|------------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-----|------|-----|-----|
| | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | | | | |
| | Nomb. re | % | Nomb. re | % | Nomb. re | % | Nomb. re | % | Nomb. re | % | | | | |
| Usumbura | - | - | 9 | 90 | 1 | 10 | 25 | 0,9 | - | 10 | 100 | 2647 | 100 | |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Ruanda | 8 | 5,2 | 320 | 66,4 | 103 | 25,2 | 2374 | 16,7 | 5 | 3,2 | 388 | 2,7 | 155 | 100 |
| Totaux | 8 | 4,9 | 320 | 67,9 | 112 | 24,2 | 2399 | 14,3 | 5 | 3 | 388 | 2,3 | 165 | 100 |

Note : Bonne amélioration dans l'ensemble puisque la proportion des travailleurs ayant un rendement normal est passée de 70,2% en 1958 à 81,5 % en 1959.
 Cette amélioration va évidemment de pair avec la réduction du gaspillage telle que signalée au tableau suivant.
 La récession économique, en comprimant davantage les budgets des employeurs, oblige ces derniers à surveiller de plus près encore la rentabilité de l'entreprise pour éviter (quand elle ne l'est pas déjà) qu'elle devienne une exploitation marginale.

=====

4.- Gaspillage.

| | Néant | | Situation courante | | Gaspillage | | Total | |
|----------|-------------|--------------|--------------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs |
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Usumbura | - | - | 8 | 80 | 2 | 20 | 10 | 100 |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ruanda | 4 | 2,6 | 96 | 61,9 | 55 | 35,5 | 155 | 100 |
| | 4 | 2,4 | 104 | 63 | 57 | 34,6 | 165 | 100 |

Note : Ce tableau doit être mis en concordance avec le précédent ainsi qu'avec les remarques exprimées in fine.
 Rappelons que l'estimation du gaspillage de MOI a été faite sur base des éléments suivants :
 - absentéisme, rendement, stabilité et degré de rationalisation des entreprises.

CHAPITRE IV.- HYGIENE ET SALUBRITE.

1.- Certificats d'aptitude physique.

| | En règle | | Non en règle | | Total | |
|----------|-------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs | Entreprises | Travailleurs |
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Usumbura | 7 | 70 | 3 | 30 | 10 | 100 |
| Urundi | - | - | - | - | 10 | 100 |
| Ruanda | 39 | 25,2 | 116 | 74,8 | 155 | 100 |
| | 46 | 27,9 | 119 | 72,1 | 165 | 100 |
| | 5861 | 34,8 | 10960 | 65,2 | 16821 | 100 |

Note :
1958.

La situation présente une nette amélioration puisque 27,9 % des entreprises sont en règle pour 17,8% seulement en 1958. Par contre la proportion de travailleurs munis d'un certificat est retombée de 45,2% à 34,8 %.

CHAPITRE V.- SECURITE DU TRAVAIL.

| | Permis d'exploitation | | | | Mesures de protection. | | | | | | | | | |
|----------|-----------------------|------|--------------|------|------------------------|------|--------------|-------|-------|-------|------|------|------|-------|
| | en règle | | Non en règle | | en règle | | non en règle | | total | | | | | |
| | E | T | E | T | E | T | E | T | | | | | | |
| Usumbura | - | 9 | 2629 | 1 | 18 | 10 | 2647 | 9 | 2588 | 1 | 59 | 10 | 2647 | |
| Urundi | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Ruanda | 72 | 7177 | 38 | 3968 | 45 | 3029 | 155 | 14174 | 139 | 12491 | 16 | 1683 | 155 | 14174 |
| Totaux | 72 | 7177 | 47 | 6597 | 46 | 3047 | 165 | 16821 | 148 | 15079 | 17 | 1742 | 165 | 16821 |
| % | 43,6 | 42,7 | 28,5 | 39,2 | 27,9 | 18,1 | 100 | 89,7 | 89,6 | 10,3 | 10,4 | 100 | 100 | |

Note. a) Sur 93 firmes devant posséder un permis d'exploitation, 47 furent trouvées en règle, soit 28,5% contre 17,1% en 1958. Situation nottement meilleure.

b) 10,3 % des entreprises contrôlées ont fait l'objet d'observations, en ce qui concerne les mesures de protection, ce qui constitue un léger progrès par rapport à 1958 où la proportion était de 11,7 %.

CHAPITRE VI.- ORGANISATION PROFESSIONNELLE.-

=====

1.- Conseils d'entreprises.

a) USULIBURA.

Les 6 entreprises qui devaient en avoir constitué un en disposaient.

Ces conseils fonctionnaient régulièrement.

b) RUANDA.

Sur 25 entreprises obligées de constituer un conseil d'entreprise, 8 furent trouvées parfaitement en règle, 4, quoique l'ayant constitué, n'avaient pas tenu compte des prescriptions légales, en la matière et 13 ne l'avaient pas encore au moment de l'inspection.

x

x x

Il est regrettable de constater un net recul par rapport à 1958.

Ce retour en arrière est dû pour une bonne part, au découragement des employeurs qui estiment, à tort et à raison, que ces organismes ne constituent en fait qu'un organe de revendication sociale et non un terrain où les employeurs et les travailleurs pouvaient se réunir et étudier ensemble les améliorations à apporter tant au rendement qu'au standing de vie des indigènes en service.

2.- Comités locaux de travailleurs.

Les 4 comités locaux existants, respectivement à Ruhengeri et Nyanza, pour le Ruanda; à Ngozi et Usumbura pour l'Urundi, ont normalement fonctionné au cours de l'année 1959.

3.- Commissions T.E.P.S.I.

Les commissions se sont réunies régulièrement à raison d'une séance par semestre.

En outre, les commissions régionales du Ruanda et de l'Urundi ont, au cours d'une séance extraordinaire, eu l'occasion de se prononcer sur l'opportunité de la mise en vigueur au Ruanda-Urundi, du décret sur les allocations familiales.

Les résultats obtenus à l'occasion de ces diverses réunions ont toutes un caractère négatif, basé sur le fait que le Ruanda-Urundi va se trouver à la tête de nouvelles institutions. Dès lors, les membres ont estimé ne pas devoir hypothéquer, davantage encore, une situation économique, guère brillante à l'heure actuelle, et préféré laisser au nouveau gouvernement, en voie de constitution, la responsabilité du progrès social dans la mesure où les possibilités financières le permettront.

Dès lors et pour cette raison, ils ont refusé :

- 1° Toute augmentation de salaire;
- 2° l'introduction au Ruanda-Urundi du régime d'allocations familiales;
- 3° toute hausse du taux de la ration réduite, revenant de la sorte sur une position de principe adoptée lors d'une précédente commission.

.../...

4.- Syndicats.

Comme indiqué précédemment, l'action des syndicats est fort réduite et le refus de ces organismes de porter à la connaissance de l'administration, le total de leurs membres, semble souligner, de façon indubitable, leur peu d'importance réelle.

Signalons toutefois, que le syndicalisme chrétien a été à la base de la grève d'avertissement des moniteurs de l'enseignement catholique. Se basant sur une augmentation au Congo des taux de rémunération des moniteurs d'enseignement, ils s'efforcent d'en obtenir l'application au Ruanda-Urundi.

Une réunion d'information entre les parties intéressées, a été provoquée, et le problème est étudié par les services compétents.

CHAPITRE VII.- DIVERS.

=====

1.- Assurance accidents du Travail et Maladies Professionnelles.

Sur les 165 entreprises ayant fait l'objet d'une inspection ordinaire ou réduite, 13 furent trouvées, lors du contrôle, en retard de cotisation. Ces 13 entreprises employaient 443 travailleurs (soit 2,63%). 9 autres sociétés ou particuliers ont été signalés par le Fonds des Invalidités, comme étant en défaut, et ont également fait l'objet de mises en demeure de la part du service.

Je rappelle que de ce total, 5 mises en demeure ont reçu une suite, 7 ont donné lieu à un plainte, et 10 n'ont pas encore été contrôlées.

2.- Pensions.

Sur les 165 entreprises dont il a été tenu compte dans les statistiques au présent rapport, 51 (soit 30,9%) étaient en défaut en matière de pensions indigènes.

Elles se répartissaient comme suit :

Usumbura : 1 soit 10 %
Ruanda : 50 soit 32,25 %.

Ces entreprises employaient au total 2446 travailleurs soit 14,5 % des travailleurs contrôlés.

Ces 2446 travailleurs se répartissaient comme suit :

- Usumbura : 18 soit 0,1 %
- Ruanda : 2428 soit 14,4 %.

Une très nette amélioration peut être constatée dans ce domaine quand on se reporte aux chiffres soulignés lors du rapport annuel 1958.

En effet, l'année précédente, 42,6% des entreprises employant 20,5% du total des travailleurs contrôlés, n'avaient encore rien fait en matière de pension.

Ces chiffres sont d'autant plus marquant que parmi les infractions constatées, parmi les 51 entreprises, inspectées, seule la plus petite partie, n'avait pas encore affilié de travailleurs. Il s'agissait la plupart du temps, de petits employeurs Hindous et arabes déservis par leur ignorance du français.

Outre la non affiliation, la plupart des observations portèrent sur le calcul des cotisations, trop souvent erroné, le retard dans le versement des cotisations, et des erreurs dans l'élaboration des modèles V.

Parallèlement à cette régularisation des employeurs en matière d'affiliation, se sont accrues les demandes d'enquête de la Caisse des Pensions. Malheureusement, et pour les raisons indiquées plus haut, le service du Travail ne peut satisfaire à ces demandes que dans une très modeste mesure.

Deux solutions pourraient être envisagées, à défaut d'un renforcement du cadre :

- a) Régularisations effectuées directement par les agents de la Caisse des Pensions de Bukavu, suite aux infractions signalées par l'Inspection du Travail;
- b) ou constitution d'un cadre de contrôleurs du Travail, ne s'occupant au début que de la seule question pension. Ce cadre constituerait une réserve ou il serait permis de puiser pour africaniser les cadres du service.

x

x

x

3.- Règlement d'entreprise.-

a) USUMBURA.

Une entreprise seulement a été trouvée en défaut, (soit 11,1% du total des entreprises devant en disposer.) Elle occupait 107 travailleurs (soit 4 % du total).

En 1958, 13 entreprises, (soit 37,1%) occupant 1890 travailleurs (soit 23,9%) n'étaient pas en règle dans ce domaine.

b) RUANDA.

43 entreprises (52,43%) occupant 7490 travailleurs (60,5%) ne disposaient pas de règlement.

En 1958, 71 entreprises (soit 73,2%) occupant 10376 travailleurs (soit 52,6%) avaient été constatées en infraction.

Comparativement à 1958 la situation est la suivante :

| | Entreprises en règle (en %) | | |
|----------|-----------------------------|------|------|
| | 1958 | 1959 | gain |
| Usumbura | 63 | 88,8 | 25,3 |
| Ruanda | 27 | 47,5 | 20,5 |

Nette amélioration.

4.- Réalisations extra-légales.

A Usumbura 8 entreprises sur les 10 contrôlées soit 80 % occupant ensemble 2604 travailleurs (soit 98,4% du total) accordent des avantages extra-légaux à leur personnel.

Au Ruanda 66 entreprises soit 42,5% occupant ensemble 10686 travailleurs soit 75,4 % du total, accordent des avantages extra-légaux.

Ont été considérées comme réalisations extra-légales :

- la remise d'allocations familiales à tout ou partie du personnel;
- la fourniture de la ration ou de l'allocation alimentaire aux travailleurs dont le salaire atteint ou dépasse le salaire global;
- l'octroi de congés légaux à des taux supérieurs aux minima légaux;
- la remise d'objets d'équipement, de gratifications, de primes diverses en espèces ou en nature.

=====

CHAPITRE VIII.- MAIN-D'OEUVRE EUROPEENNE.-

=====

1.- USUMBURA.

Le contrôle de la législation sociale en cette matière a porté sur 107 employés.

Aucune entreprise n'a été trouvée en défaut de versement des cotisations pension.

2.- RUANDA.

Sur 18 entreprises occupant au total 56 européens, 3 furent trouvées en infraction. Elles occupaient ensemble 9 employés.

x

x

x

Les chiffres ci-dessus ne tiennent pas compte des nombreux cas particuliers qui firent l'objet d'un rapport spécial, suite aux enquêtes prescrites par la Caisse des Pensions et Allocations familiales pour employés du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, pas plus d'ailleurs que des nombreux cas particuliers dont l'Inspection du Travail a été saisie par les intéressés eux-mêmes, et qui ne firent pas l'objet de rapports d'enquête.

Rappelons également que 10 mises en demeure, ont été établies pour non versement des cotisations sociales pour employés et que, 2 d'entre-elles furent suivies d'une régularisation immédiate, tandis que 5, firent l'objet d'une plainte.- Les 3 dernières n'ont pas encore été contrôlées.

=====

CHAPITRE IX. - CONCLUSIONS.

Au début de ce rapport annuel ont été énumérés les principaux événements qui marquèrent le service de l'Inspection du Travail au Ruanda-Urundi.

De cette énumération retenons surtout la réduction sensible des effectifs qui, pour des raisons diverses (congé et maladie) se virent réduits à une seule unité pendant quelques mois, et à l'accroissement considérable du travail purement administratif, ce qui entraîna parallèlement une réduction proportionnelle du contrôle proprement dit.

L'année 1959 vient de s'achever, qui vient de poser de multiples problèmes tant du point de vue politique, économique, financier et social, et 1960 devra les résoudre dans un esprit sain de coopération et de compréhension. Dans cette perspective qui doit, tout naturellement tendre vers le progrès social, l'Inspection du Travail a un rôle important à jouer. Il lui appartient en effet de veiller à l'application des lois, à concilier les points de vue différents des employeurs et des travailleurs, à prévenir ou aplanir les conflits et enfin, à informer les travailleurs, non seulement de leurs droits mais aussi de leurs devoirs.

Comme il a déjà été signalé en 1958, toutes ces perspectives posent avec acuité le problème des effectifs. A ce point de vue, 1960 ne s'annonce guère meilleur que 1959, puisque le service ne disposera plus d'un seul inspecteur itinérant avant le mois de novembre.

Les conséquences d'une telle situation peuvent être très graves, et les résultats encourageants, compte tenu des circonstances, obtenus l'année précédente, réduits à néant. Il ne fait en effet aucun doute que l'absence de contrôle, ou le contrôle à intervalles très éloignés, n'entraîne à nouveau une certaine négligence de la part des employeurs.

Il est important de souligner, par ailleurs, que pratiquement aucun employeur autochtone n'a encore été inspecté à ce jour. Dans ce domaine également un contrôle s'impose afin d'éviter que la législation sociale ne soit systématiquement méconnue.

Les considérations qui précèdent font apparaître, sans équivoque, la nécessité urgente du renforcement des effectifs. Il n'est pas sans intérêt, en effet, de rappeler que depuis juillet 1959 le service du travail n'a fonctionné qu'avec deux Inspecteurs et qu'il en sera ainsi jusque fin novembre 1960, soit au retour de la 3^e unité en fonction. Le cadre organique de l'Inspection du Travail est fixé à quatre unités. Depuis août 1958, suite à la mutation d'un Inspecteur pour le Congo Belge, le service est réduit à 3 agents pour tout le Ruanda-Urundi. Cet effectif nettement insuffisant ne permet ^{pas} d'assurer la bonne marche du service, ni de faire face aux multiples activités dévolues à l'Inspection du Travail.

Concluons en espérant qu'à bref délai, le service puisse reprendre une activité normale et se consacrer à sa mission essentielle qui consiste à promouvoir le développement harmonieux des rapports entre les employeurs et leur personnel, et de contribuer au respect de la justice sociale.

=====